

Parti de la Révolution Socialiste

PROJET
de
PLATE-FORME

ALGÉRIE - Janvier 1963

PROCLAMATION

Nous, militants de l'A.L.N., de l'O.P.A. et des organisations nationales (U.G.T.A., U.G.E.M.A., U.F.A., Jeunesse F.L.N), originaires de toutes les régions d'Algérie, nous sommes réunis pour étudier la grave situation dans laquelle se débat notre pays.

Deux mois à peine après l'accession à l'Indépendance et par suite des crises successives provoquées par certains dirigeants avides de pouvoir, notre pays est plongé dans l'anarchie et l'insécurité. De nouveaux affrontements fratricides sont encore possibles. Le spectre de la guerre civile n'est pas complètement écarté. Les libertés élémentaires sont pratiquement inexistantes. La situation économique est dramatique. Les masses populaires déjà fortement éprouvées par une longue guerre, souffrent du chômage, de la faim et du manque de soins. Leur déception est grande et ne peut laisser indifférent tout militant révolutionnaire soucieux avant tout de sortir définitivement ces masses de leur misère.

Cette situation a pour cause directe la faillite du F.L.N. qui, après avoir été le catalyseur de toutes les énergies populaires dans la lutte de libération, ne peut plus prétendre être un mouvement révolutionnaire.

Déchiré par des dissensions internes, sans idéologie précise, partagé entre les clans, le F.L.N. en tant que parti unique est incapable d'entamer avec succès la révolution socialiste.

Né d'un coup de force politique, l'équipe qui se proclame « direction du F.L.N. » se maintient par la force des armes et l'appui manifeste de l'étranger. Poursuivant une politique de règlements de comptes, éliminant méthodiquement les militants révolutionnaires ou simplement suspects de s'opposer à elle, cette équipe s'entoure d'opportunistes et d'inconditionnels, en un mot de contre-révolutionnaires.

Les militants qui refusent de lui faire, acte d'allégeance sont, en outre, dénigrés systématiquement, calomniés, intimidés, quand ils ne sont pas arrêtés ou portés disparus. C'est par centaines que dans le Constantinois, par exemple, les cadres sont emprisonnés ou contraints à rentrer dans la clandestinité.

Ainsi, donc, cette équipe prépare la voie à un régime policier de dictature personnelle ou militaire.

La menace lancée contre les travailleurs auxquels l'équipe au pouvoir déclare ne jamais « passer la main », l'alliance avouée — en particulier à Arzew — avec le capitalisme international, l'installation de cette équipe avec l'aide d'unités armées, son refus obstiné de permettre à la volonté populaire de s'exprimer librement, son intention bien arrêtée de « mettre au pas » les organisations nationales, laissent prévoir le caractère antinational, bourgeois et réactionnaire du régime qu'il entend instaurer.

Il est de notre devoir d'affirmer avec force que :

- 1° Le F.L.N. se révèle désormais incapable de rassembler, d'organiser et d'orienter les masses populaires dans la voie de socialisme.
- 2° L'équipe qui s'est emparée du pouvoir n'a ni la légitimité, ni l'autorité, ni les qualités requises pour s'intituler direction de la révolution et en régir les destinées.

En conséquence, nous décidons :

- 1° De nous retirer du F.L.N. qui ne peut plus répondre aux aspirations profondes des masses populaires.
- 2° De dénoncer le bureau politique, comptable du sang versé dans le Constantinois, l'Algérois et au cœur même de la capitale à seule fin d'assurer son autorité.
- 3° De créer un Parti d'avant-garde en mesure de mobiliser les énergies révolutionnaires autour d'un programme socialiste dont les principales bases sont :
 - l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme,
 - la propriété collective des moyens de production et la révolution agraire au profit des masses paysannes,
 - la gestion économique et sociale du pays par les masses laborieuses,
 - le pouvoir politique aux mains des travailleurs.

Ce Parti a pour nom :

PARTI DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

Paysans
Travailleurs manuels et intellectuels
Artisans et petits commerçants
Etudiants
Femmes
Jeunes Algériens et Algériennes,

ce parti est le vôtre

En y adhérant vous travaillerez à la réalisation de la révolution socialiste.

Le Comité Provisoire de Coordination.
Alger, le 20 septembre 1962.

Parti de la Révolution Socialiste

PROJET
de
plate-forme

ALGÉRIE - Janvier 1963

Avertissement

Le Parti de la Révolution Socialiste présente ce projet de plate-forme au peuple algérien et à ses militants.

Son ambition est de :

— faire une analyse de la situation actuelle dans une optique nouvelle, proposer des solutions à court et à long terme ;

— présenter à ses militants un travail préliminaire qui pourra servir de base de discussion, susciter de cette manière la réflexion, animer le dialogue fructueux qui seul précisera la définition idéologique du Parti ; par leur participation consciente et effective, les militants enrichiront cette contribution au dialogue, renforceront leurs liens doctrinaux, propageront des idées justes ; il appartiendra alors au congrès du P.R.S. de présenter un programme clair et précis qui corresponde aux aspirations des masses déshéritées ;

— permettre à tous les Algériens qui ont à cœur le sort de leur pays de connaître un point de vue nouveau, celui du P.R.S., seul parti algérien à s'être créé autour d'une doctrine précise car il n'est ni le parti d'une personne, ni celui d'un clan, ni celui d'une caste ;

— œuvrer pour que le peuple algérien décide souverainement de son sort, lui donner la parole, telle est la raison d'être du P.R.S.

Ceux qui veulent défendre la vérité, ceux qui cherchent des solutions, diffuseront ce texte, le discuteront. Ils aideront le Parti par leurs critiques et leurs suggestions.

Alger, janvier 1963.

*Le Secrétariat Provisoire
du Parti de la Révolution Socialiste.*

SOMMAIRE

LE PROBLEME ECONOMIQUE 9

LES STRUCTURES DE L'ECONOMIE ALGERIENNE

Une économie sous-développée.

Une économie désarticulée.

Une économie colonialisée.

L'ETAPE NEO-COLONIALISTE

Une fausse entreprise de développement : le Plan
de Constantine.

Une fausse indépendance : les Accords d'Evian.

LE PROBLEME POLITIQUE 17

L'EVOLUTION DU F.L.N.

Du 1^{er} novembre 1954 au Congrès de la Soummam.

Le développement des oppositions.

L'isolement du peuple.

LA FAILLITE DU F.L.N.

LE PROBLEME POLITICO-ECONOMIQUE 25

LA SITUATION ACTUELLE.

La situation économique catastrophique.

La politique anti-démocratique et anti-populaire.

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'EDIFICA-
TION D'UNE SOCIETE SOCIALISTE

Le peuple est la fin, le moyen et la base de toute
entreprise révolutionnaire.

Le travail des masses doit servir à leur libération.

Les travailleurs s'approprièrent les moyens de production.

La création d'une industrie nationale est une nécessité vitale.

La clef du développement économique : le secteur agricole.

L'organisation collectivité et la gestion planifiée.

Connaître les réalités nationales et mobiliser les masses.

<i>LE PROBLEME ECONOMICO-SOCIAL</i>	45
<i>LES STRUCTURES ECONOMICO-SOCIALES DE LA PHASE COLONIALE.</i>	
<i>LA DESTRUCTION DES STRUCTURES COLONIALES.</i>	
<i>LA SITUATION ACTUELLE ET LES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES.</i>	
OBJECTIFS FONDAMENTAUX	50
<i>LE PARTI DE LA REVOLUTION SOCIALISTE : PARTI DE CLASSE</i>	51
<i>LES POSITIONS DU PARTI DE LA REVOLUTION SOCIALISTE</i>	53
POSITIONS SUR LE PLAN NATIONAL	
Le P.R.S. et le pouvoir actuel.	
Le P.R.S. et le Front en tant qu'organisation.	
Le P.R.S. et l'A.N.P.	
Le P.R.S. et le problème syndical.	
Le P.R.S. et les Etudiants.	
Le P.R.S. et l'Union Nationale des Femmes.	
Le P.R.S. et les Jeunes.	
POSITIONS SUR LE PLAN INTERNATIONAL	
Le P.R.S. et le Continent Africain.	
Le P.R.S. et le Maghreb.	
Le P.R.S. et le Moyen Orient (Monde Arabe).	
<i>LA VOIE REVOLUTIONNAIRE</i>	69
<i>LE MILITANT DU P.R.S.</i>	77

Le 1^{er} novembre 1954, notre peuple a engagé une lutte à mort pour reconquérir sa liberté. La première phase de cette lutte est achevée, puisque l'Algérie est indépendante, c'est-à-dire qu'en principe nous pouvons choisir notre destin. Mais cette indépendance, aboutissement de la lutte armée qui a détruit la domination coloniale, ne deviendra réelle que lorsque le peuple algérien pourra s'assurer la maîtrise de l'économie nationale et organiser tous les secteurs de la vie collective. En un sens, la révolution a commencé avec la lutte armée qui en était l'indispensable condition et le point de départ ; en un autre sens, elle est toujours à faire parce que son véritable objectif est la transformation des structures politiques, économiques et sociales, en vue du développement général du pays.

L'enjeu est immense car il s'agit de l'avenir de notre pays, du sort immédiat de millions d'Algériens, de l'avenir de ceux qui naissent chaque jour et du destin des générations futures, il s'agit également, selon la solution que nous apporterons à nos problèmes, de l'avenir du Maghreb, de l'Afrique entière, et même du Tiers Monde.

Cela signifie que nous n'avons ni le droit de nous abstenir ni celui de nous tromper.

Nous ne pouvons pas nous abstenir de poursuivre la lutte : il ne faut pas qu'ils aient souffert et qu'ils soient morts pour rien, tous ceux qui se sont sacrifiés depuis tant d'années pour la véritable libération du pays. Ils ont donné leur santé et leur vie afin que soit ouverte la voie où nous devons maintenant nous engager pour réaliser l'œuvre commune : pour eux nous sommes tenus d'y parvenir ; et aussi pour tous ces jeunes qui ont eu comme seule enfance ces années terribles que nous venons de vivre.

Nous ne pouvons pas nous en abstenir car l'édification du pays ne se fera pas toute seule et le succès dépend de nous et de notre volonté d'y parvenir.

Nous ne devons pas commettre d'erreurs, elles se paieraient trop cher, elles se paient déjà.

Nos seules chances de ne pas nous tromper reposent essentiellement sur une analyse lucide et courageuse de la situation réelle du pays à partir de laquelle il faudra fixer nos objectifs les plus fondamentaux et déterminer clairement les principes et les moyens qui nous permettront de les atteindre.

Certes, les circonstances dans lesquelles l'Algérie a accédé à l'indépendance, les crises qui se sont succédé depuis le mois de juillet 1962 ont entamé l'enthousiasme et le dynamisme de notre peuple en même temps qu'elles ont provoqué le désarroi chez beaucoup de militants révolutionnaires.

La confusion s'est encore accrue à la suite de la mise en place de certains organismes purement formels et la mise en route improvisée de certaines opérations, dont l'incohérence et l'absence totale de perspectives constructives ont engendré la déception, puis l'indifférence résignée de la population.

Les espoirs accumulés au cours des années de lutte ne sont pourtant pas épuisés et ne doivent pas être ignorés. Si les éléments négatifs que nous avons énumérés doivent être pris en considération, ils ne peuvent empêcher ni une analyse rigoureuse de la situation ni l'élaboration de solutions réalistes qui permettent de rassembler les énergies saines, aujourd'hui inemployées, de ressusciter et de développer l'esprit révolutionnaire pour conquérir l'indépendance réelle par l'édification d'un Etat authentiquement socialiste.

Le Problème Économique

Une connaissance correcte de la situation économique actuelle suppose qu'elle soit interprétée en fonction des structures imposées à l'économie algérienne par 132 ans d'exploitation colonialiste, les événements de ces dernières années n'étant eux-mêmes qu'une des conséquences de ce système de domination.

On commencera donc ici par définir les caractéristiques essentielles de l'économie algérienne.

LES STRUCTURES DE L'ECONOMIE ALGERIENNE.

UNE ECONOMIE SOUS-DEVELOPEE

Un certain nombre de critères considérés par les spécialistes comme étant ceux du sous-développement sont applicables à l'Algérie :

- Primauté du secteur agricole : la grande majorité de la population vit de l'agriculture ;
- Revenu national par tête : l'un des plus faibles du monde (en 1959 il était de l'ordre de 160 NF pour plus de six millions d'habitants) ;
- Insuffisance de l'alimentation : la plupart des habitants sont sous-alimentés et mal nourris (manque de viande, de graisses, d'œufs, de lait, etc.) ;

- Forte natalité et taux élevé de la mortalité infantile ;
- Développement de l'instruction sans rapport avec les besoins du pays : 90 % de la population sont analphabètes ;
- Gravité exceptionnelle des problèmes de l'hygiène et de l'habitat ;
- Non utilisation d'une grande partie des ressources humaines et naturelles : une énorme quantité de travailleurs est inemployée (chômage total ou partiel), les méthodes de l'agriculture sont archaïques, les gisements de tous ordres sont insuffisamment explorés ;
- Aggravation constante du déséquilibre entre l'accroissement de la population et de la production.

UNE ECONOMIE DESARTICULEE

A l'intérieur du sous-développement global apparaît le phénomène essentiel de la désarticulation.

L'instauration et le maintien prolongé en Algérie d'une économie de type colonial, fondée sur l'exploitation à moindres frais et sur la commercialisation immédiate des ressources disponibles, a eu pour effet de créer dans le pays deux secteurs économiques isolés l'un par rapport à l'autre :

1° **un secteur moderne**, normalement développé et parfois même sur-développé fondé sur la colonie de peuplement et orienté vers l'extérieur :

— Activité industrielle faible tournée vers l'exportation (matières premières) ;

— Vastes domaines agricoles disposant de toutes les facilités d'exploitation et d'écoulement de leurs produits vers la France ;

— Gonflement excessif des activités d'ordre tertiaire (fonctionnaires, commerçants, etc.) ;

2° **un secteur traditionnel**, exclusivement agricole, tenu à l'écart du circuit monétaire (l'horizon économique ne dépassant pas le cadre du village, voire de la famille),

soumis à l'économie de subsistance sous sa forme la plus rudimentaire, véritable centre de gravité du sous-développement algérien.

Le premier secteur comportait la totalité des Européens, le second la quasi totalité des Algériens.

La désarticulation entre les deux secteurs constituait, d'un point de vue global, un équilibre stable : les investissements réalisés dans le secteur « moderne » ne produisaient aucun effet d'entraînement sur l'autre secteur dont la situation allait s'aggravant du fait du décalage croissant entre les besoins et la production.

En ce qui concerne les quantités de céréales disponibles par habitant et par an, la moyenne globale a évolué de la façon suivante :

- 1871 : 5 quintaux ;
- 1911 : 3,4 quintaux ;
- 1953 : moins de 2 quintaux.

Le nombre de têtes de bétail pour 1.000 habitants a suivi une évolution analogue :

- 1911 : 200 bovins, 1533 ovins, 694 caprins ;
- 1953 : 91 bovins, 631 ovins, 339 caprins.

Citons encore quelques chiffres qui illustrent la désarticulation :

— **Revenu par tête** : la moyenne globale s'établissait aux environs de 600 NF ; la moyenne pour les 9 millions d'Algériens à 220 NF ;

la moyenne pour le million d'Européens à 3.600 NF (moyenne française : 2.400 NF).

— **Ration alimentaire** : moyenne globale : 2.200 calories par tête et par jour ;

moyenne algérienne : 1.700 calories ;

moyenne européenne : nettement supérieure à celle des pays développés (plus de 3.500 calories).

— **Mortalité infantile** : population algérienne : 200 pour 1000 ;

population européenne : 45 pour 1000.

- **Scolarisation** : en milieu algérien : 19 % ;
en milieu européen : 100 %.

Des comparaisons également significatives pourraient être établies dans d'autres domaines (santé, travail, équipement social, etc.) ; la répartition géographique des travaux d'infrastructure (ports, routes, chemins de fer, ponts, aérodromes, etc.) correspond parfaitement au secteur « moderne » caractérisé par la prédominance de la population européenne : zone côtière, zones minières et centres urbains correspondants.

UNE ECONOMIE COLONIALISEE

La désarticulation économique doit être considérée comme une aggravation du libéralisme économique classique qui repose sur le libre jeu des mécanismes de marchés dans un système concurrentiel issu de la libre entreprise. **Ce sont les capitaux qui décident**, car l'Etat se borne à fournir des garanties de sécurité au capitalisme national ; il intervient de plus en plus fréquemment comme arbitre pour concilier les intérêts en présence, c'est-à-dire pour limiter autant que possible les conséquences des contradictions propres au libéralisme économique.

Nanti de tous les pouvoirs de décision, assuré du soutien financier de la France, et, le cas échéant, de la protection de l'armée française, le grand colonat installé en Algérie est allé jusqu'au bout de la logique du libéralisme et n'a même pas éprouvé le besoin de jouer le rôle d'arbitre, les seuls intérêts contradictoires étant ceux du peuple algérien qui n'avait précisément pas voix au chapitre.

Cette attitude était rendue possible par l'existence d'un accord tacite, d'une sorte de « pacte colonial », entre le colonat en Algérie et le grand capital français ; la colonisation se voyait en effet attribuer l'Algérie comme une « chasse gardée », à la condition de n'y créer aucune industrie susceptible de concurrencer l'industrie française. Le marché algérien était totalement ouvert aux produits manufacturés français ; en contre-partie le grand colonat

était assuré d'écouler vers la France la totalité des produits miniers et agricoles, notamment les vins, bien que la production française fût excédentaire (Union Douanière).

Ce système, qui laissait au grand capital le contrôle de la production et du commerce extérieur de l'Algérie, fonctionnait sur le plan local au seul profit des tenants de la colonisation : ceux-ci administraient le pays et disposaient des revenus à leur guise, réalisant de façons diverses des bénéfices exorbitants dont la plus grande partie allait s'investir hors du pays.

Le « pacte colonial » impliquait enfin pour les compagnies de navigation à capitaux mixtes (français et coloniaux) l'exclusivité des transports de tous ordres, privilège connu sous le nom de « monopole du pavillon ».

L'ETAPE NEO-COLONIALISTE.

UNE FAUSSE ENTREPRISE DE DEVELOPPEMENT : LE PLAN DE CONSTANTINE

Le déclenchement de la lutte armée a créé une situation nouvelle, à la fois dangereuse et profitable pour le colonat : **dangereuse**, parce qu'elle menaçait ses privilèges ; **profitable**, parce que l'intervention de l'armée française lui permettait à la fois d'escompter une issue favorable du conflit et de réaliser des bénéfices supplémentaires grâce aux dépenses effectuées par celle-ci.

Au bout de quatre ans de lutte, il est apparu au grand capital français qu'il lui fallait réviser ses positions à l'égard du problème colonial, compte tenu de l'évolution du capitalisme international : le temps du colonialisme agraire et de l'administration du pays par les Européens eux-mêmes était passé ; une paix en Algérie devenait nécessaire pour rassurer les actionnaires des compagnies pétrolières, et il fallait profiter des conditions favorables quant aux possibilités de main-d'œuvre et d'énergie en

vue d'assurer la compétitivité de l'industrie française au sein du Marché Commun. Une Algérie révolutionnaire étant inacceptable, le capitalisme français tenta de provoquer l'apparition d'une troisième force, d' « une élite différenciée de la masse ».

Cette attitude nouvelle s'est concrétisée dans les mesures préconisées, à grand renfort de publicité, par le Plan de Constantine, dont les objectifs ne tenaient aucun compte des besoins réels de l'Algérie.

Au point de vue industriel, il s'agissait d'installer des filiales de groupes français dans les zones urbaines, sans toutefois obtenir aucun effet d'entraînement sur le reste de l'économie algérienne ni même créer un nombre d'emplois suffisant pour résorber le seul chômage urbain, alors qu'au point de vue agricole les projets étaient à l'état embryonnaire, n'apportant aucune solution aux problèmes vitaux posés par ce secteur. Bref, le Plan de Constantine ne visait qu'à maintenir le Pacte colonial, **sous une forme nouvelle, agrémentée d'une apparence d'industrialisation et d'une apparence de réforme agraire.**

La détermination de notre peuple, engagé dans une lutte irréversible contre les forces colonialistes et néo-colonialistes, a fait échec à cette fausse entreprise de développement, qui n'était qu'une manœuvre néo-colonialiste caractérisée. De toute façon, les réalisations projetées n'ont pas été accomplies et les fonds à elles destinés par l'Etat français n'ont servi qu'à accroître les bénéfices, déjà énormes, du colonat. Or, dès 1960, les techniciens du Plan de Constantine reconnaissaient :

1° Que les objectifs dérisoires du Plan en matière d'industrialisation ne seraient pas atteints : l'entreprise était basée sur l'initiative privée qui n'a pas engagé ses capitaux malgré les avantages considérables qui lui étaient consentis ;

2° Que le problème vital de l'économie algérienne était le développement du secteur agricole et qu'il n'y avait aucune chance de le résoudre sans une véritable mobilisation des paysans, sans l'adhésion effective des masses rurales à une politique agraire définie à l'échelle nationale.

UNE FAUSSE INDEPENDANCE : LES ACCORDS D'EVIAN

Le capitalisme industriel français est alors contraint d'admettre qu'il ne pourra venir à bout de la guerre qu'en concédant aux Algériens une certaine liberté d'action dans le secteur agricole : les masses paysannes étant le support principal de la révolution, on leur abandonnera quelques terres pour qu'elles puissent ainsi y consacrer leurs énergies et on réservera aux initiatives du grand capital un secteur industriel sur lequel ces masses n'ont pratiquement aucune prise.

Les accords d'Evian sont l'aboutissement de cette conception.

A partir du moment où l'idée de la négociation avait été admise, le système existant devait céder la place à un nouveau système d'exploitation grâce à l'intermédiaire d'un gouvernement algérien ; dans l'esprit des dirigeants français, celui-ci devait évidemment reposer sur une sorte de caste ayant participé à la lutte de libération nationale, mais nullement désireuse de rompre les liens avec le capital français ni de s'engager dans un véritable effort révolutionnaire.

Il s'agissait donc de contracter un nouveau pacte, néo-colonial cette fois, avec une « bourgeoisie » algérienne dont les moyens d'action seraient totalement dépendants des éventuelles libéralités de l'ancienne métropole.

Sous la forme où elle vient d'être arrachée, **l'indépendance de l'Algérie est purement formelle :**

1° Parce qu'elle ne repose encore sur aucune base économique : l'Algérie est indépendante mais ne peut vivre par ses moyens propres ;

2° Parce que le peuple algérien devenu indépendant n'a pas pu **préciser** les objectifs fondamentaux de sa lutte et s'est vu **imposer** des institutions qui lui ont enlevé son pouvoir de décision.

La crise intérieure qui a violemment secoué le F.L.N. au moment de l'Indépendance et qui n'a pas encore développé

LE PROBLEME ECONOMIQUE

toutes ses conséquences a eu pour effet de **court-circuiter les masses** au moment où elles s'apprêtaient à prendre leur destin en main ; le peuple a été brutalement écarté et ignoré, les querelles des dirigeants ont éclaté au grand jour, des processus inattendus ont été déclenchés.

Avant d'aller plus loin, il nous faut poser le problème politique.

Le Problème Politique

Pour bien comprendre la situation politique au moment de la crise de juillet 1962, il faut faire une analyse des mouvements nationalistes d'avant le 1^{er} novembre 1954.

Ces mouvements n'ont jamais été de véritables formations politiques, et si leur revendication de l'indépendance nationale avait le mérite d'être comprise par le peuple, les objectifs politico-économiques et les moyens d'action étaient loin d'être définis.

La notion même de l'indépendance restait pour la plupart une notion confuse sans contenu réel en dehors d'une « nationalisation » des structures étatiques en place ; les problèmes économiques et sociaux n'étaient pas posés. Aucun programme n'était soumis à la réflexion des militants, ils ne bénéficiaient d'aucune éducation politique qui leur auraient permis de surmonter les difficultés et de participer à l'élaboration des solutions. On leur demandait seulement de faire confiance à la direction.

L'implantation de l'organisation se faisait surtout dans les centres urbains et au sein de l'émigration algérienne en France. Les campagnes étaient considérées comme une force d'appoint, les directions citadines des mouvements nationalistes ne leur ayant pas accordé l'importance qu'elles méritaient. L'absence de politisation des masses, l'absence de dialogue entre la direction et la base vidaient rapidement le mouvement de son contenu, laissant apparaître la confusion du sommet, les intrigues, les luttes de clans et le culte de la personnalité.

L'EVOLUTION DU F.L.N.

DU 1^{er} NOVEMBRE 1954 AU CONGRES DE LA SOUMMAM

Le C.R.U.A. (Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action), né d'une réaction contre la faillite des directions politiques paralysées par la bureaucratie, eut le mérite de comprendre que la situation interne (crise du M.T.L.D., disponibilité des masses) et la conjoncture internationale (Dien Bien Phu et l'indépendance de l'Indochine, la lutte au Maroc et en Tunisie), lui imposaient de passer à la phase de lutte armée, point de départ et condition essentielle de toute action révolutionnaire. Il comprit qu'il lui fallait prendre ses distances à l'égard des autres formations politiques dont l'action, embourbée dans les compromissions, se révélait sans avenir, et s'appuyer principalement sur les masses paysannes que constituaient une immense force de révolution.

L'accueil enthousiaste et l'adhésion rapide de la population vont créer un courant tumultueux qui portera le F.L.N. jusqu'à l'indépendance. Mais le Front devait se définir, et jusqu'au Congrès de la Soummam il hésita entre deux attitudes : ou demeurer un mouvement révolutionnaire intégré dans les masses dont il constituerait l'avant-garde en exprimant leurs exigences, tout en formulant les objectifs de la lutte ; ou bien réaliser une « union nationale » par le rassemblement de tous les « personnages » politiques dont il s'était différencié au départ. En cédant à l'attrait de cette « union », le Congrès de la Soummam allait ôter au F.L.N. toute chance de rester un front des révolutionnaires pour en faire le regroupement des courants existant avant 1954 et dont les intérêts étaient pour le moins contradictoires. Les possibilités de définir avec précision les objectifs à long terme furent sacrifiées au maintien de cette unité de pure forme au sommet. Cette période marque un recul du mouvement et le début d'un processus de dégradation qui ira s'aggravant, bien qu'un certain nombre de décisions positives aient été prises lors de ce Congrès, tels le principe affirmé de la primauté

LE PROBLEME POLITIQUE

du Politique sur le Militaire, la création d'une Organisation Politico-Administrative à travers le pays.

Restait le problème fondamental de la coordination des forces combattantes : à quoi on crut répondre en cooptant un Conseil National de la Révolution Algérienne (C.N.R.A.) et un Comité de Coordination et d'Exécution (C.E.E.). En réalité, ce dernier se révéla incapable d'assurer cette coordination ; il dotait en revanche le F.L.N. d'une Direction Centrale qui devint l'objet de luttes intestines entre les différentes tendances, chacune tentant de monopoliser à son profit le contrôle du mouvement. La cooptation des membres de ses organismes, par les tractations et les compromis qu'elle impliquait, l'absence de contrôle par la base réduisirent considérablement leur autorité qui sera continuellement contestée malgré les élargissements et les liquidations ; **elles empêcheront principalement la promotion naturelle de cadres issus de la base.**

C'est de 1956 également que date la modification de la stratégie de lutte : à la guérilla révolutionnaire on préféra le développement d'un terrorisme urbain anarchique et le recours à la grève (grève insurrectionnelle des huit jours, grève des étudiants). Ces actions « gauchistes » se soldèrent par l'échec car les conditions objectives de leur réussite n'étaient pas encore réunies. Elles provoquèrent une répression féroce qui détruisit en grande partie l'Organisation Politico-Administrative (O.P.A.) et justifia la sortie du C.C.E., dont l'installation hors du territoire national fut lourde de conséquences.

LE DEVELOPPEMENT DES OPPOSITIONS

Il y a désormais un Front de l'intérieur et un Front à l'extérieur qui évoluent indépendamment.

En Algérie même, les wilayas qui se partageaient le territoire accentuèrent leur autonomie : le manque de directives centrales, d'information et de coordination ; l'accroissement des forces ennemies, l'extension de la

guerre (ratissage, camps de regroupement, zones interdites, barrages électrifiés) les isolaient de plus en plus. Elles ont été ainsi amenées à se replier sur elles-mêmes et à se particulariser. L'aspect politique était négligé, l'O.P.A. détruite ne s'étant pas reconstituée ; la seule autorité de fait était désormais entre les mains des commandements de Wilayas qui se souciaient moins d'encadrer et de politiser les masses que de résister et de survivre aux assauts des troupes colonialistes.

Quant à la direction politique du mouvement, une fois à l'extérieur, elle perdit tout contact avec les masses et les réalités nationales ; elle se transforma en un organisme officialisé, ayant une vie propre, ne contrôlant plus les actions dans le pays et ne maintenant son unité factice qu'au prix de compromis de plus en plus paralysants. Il s'interdit ainsi toute possibilité de réaliser une unité réelle du mouvement sur la base d'un programme à long terme, et se vit réduit à mener une politique empirique, faite de décisions prises au jour le jour. Sa démission progressive enferma le G.P.R.A. dans un système bureaucratique et pro-bourgeois qui favorisait les intrigues, les luttes de personnes et la formation de clans.

A côté de cette autorité formelle, dangereusement départementalisée, se développa une force réelle, celle de l'armée des frontières nombreuse et bien équipée. Ne pouvant participer au combat pour libérer le sol national, elle constituait un « vase clos » où bouillonnaient les idées les plus vagues sur la Révolution mêlées aux critiques et aux rancœurs à l'égard des « politiques compromis ». Consciente de sa puissance matérielle, elle ne pouvait tolérer que le G.P.R.A. détint **toute** l'autorité, fût-elle de principe ; ses « chefs » auraient voulu à tout prix jouer un rôle politique et que l'on comptât avec eux ; très vite le différend s'envenima jusqu'à la rupture. Malgré son apparente modification, le G.P.R.A. ne prit aucune décision, différant la solution de ce conflit jusqu'à la sortie de captivité des « Cinq » dont il contribua de la sorte à renforcer le mythe. Seule la nécessité vitale de présenter un front uni à un ennemi décidé à exploiter toutes les faiblesses força à maintenir un équilibre instable entre les deux autorités. Le cessez-le-feu avec la libération des

« Cinq » précipita l'éclatement des organismes de direction du Front de Libération Nationale.

La rencontre de Tripoli ne fera que consacrer cette dislocation : la crise est imminente, la course au pouvoir pour le pouvoir est entamée.

L'ISOLEMENT DU PEUPLE

On n'a jamais autant parlé du peuple dans un tel mépris du peuple.

Ce peuple, dont la misère était effroyable, la souffrance inhumaine, qui avait subi stoïquement tortures, emprisonnements, fusillades, ratissages, regroupements, dégroupements, exodes, etc.

Ce peuple qui, par ses manifestations de décembre 1960, allait imprimer un tournant capital à l'évolution de la lutte de libération. (Ces manifestations furent spontanées et étonnèrent par leur ampleur. Les moins surpris ne furent pas le G.P.R.A. et l'A.L.N. qui purent mesurer par là combien ils étaient loin du peuple.)

Ce peuple au nom duquel chacun prétendait agir, qu'avait-on fait pour lui ?

Personne n'avait engagé avec lui le dialogue sur l'avenir ; personne ne l'avait aidé à formuler clairement ses exigences ; personne n'avait essayé de lui proposer de solutions à ses véritables problèmes ; personne n'avait compris son besoin profond d'un changement radical des structures existantes.

Les luttes intestines, les querelles de personnes, les intrigues ne l'intéressaient pas, **elles ne le concernaient pas** ; il demeurait uni, dans un coude à coude quotidien, calme, ferme, forçant l'admiration du monde entier, et la faisant rejaillir sur ceux qui le représenteraient aux yeux des nations.

Et le 1^{er} juillet, au moment où le peuple s'apprêtait à décider de son avenir, il était frustré de **sa victoire**, malhonnêtement mis à l'écart. La crise était là avec toutes ses conséquences.

LA FAILLITE DU F.L.N.

Objectivement, la situation, telle qu'elle apparaît aujourd'hui, résulte de la détérioration du Front de Libération Nationale.

L'acquit du F.L.N. fut d'avoir permis une **mobilitation** de l'ensemble du peuple et d'avoir provoqué ainsi le déclenchement d'un **dynamisme révolutionnaire** qui répondait à une exigence précise : l'état d'exploitation de l'Algérie par le système colonial ne pouvait plus durer, la conquête de l'indépendance était une nécessité fondamentale. Cependant, peu après l'Indépendance, on découvrit un F.L.N. non pas composé de tendances politiques mais de **clans, de féodalités politiques** pour qui le Front était devenu une propriété, un F.L.N. dont les dirigeants détachés de la base n'étaient plus en mesure de prétendre représenter les masses et exprimer leurs exigences, un F.L.N. dont le vide idéologique était vertigineux. Aucun effort sérieux d'élaboration n'avait jamais été entrepris, la discussion des problèmes d'avenir était soigneusement évitée, la voix des militants étouffée, la confusion poussée à l'extrême par l'emploi abusif de slogans creux qui prétendaient à faire croire qu'un intense travail doctrinal s'élaborait, ne cachant en définitive que les intentions réelles de certains éléments bourgeois et pro-bourgeois : se substituer à l'appareil économique et politique colonial pour exploiter à leur profit les travailleurs des campagnes et des villes.

Le trop fameux « programme de Tripoli » n'est qu'un programme de circonstance, rédigé en hâte à un mois de la réunion du C.N.R.A. ; ne tenant pas compte de l'analyse des réalités nationales, il ne pouvait être qu'imprécis

dans ses principes et muet sur leurs moyens d'application parce que non élaboré au cours de l'évolution de la lutte. Le fait qu'il ait été adopté à l'unanimité et sans discussion est significatif. Or, ce « Projet de programme d'orientation générale » devait revenir devant un congrès F.L.N. seul à même de le parfaire et de l'approuver, si ce F.L.N. s'était maintenu. Il n'en constitue pas moins une arme démagogique pour le pouvoir actuel. Nous affirmons, quant à nous, que ce « programme », qui n'est en aucun cas une **Charte** comme certains se plaisent à le proclamer, est une mystification, un **stratagème** pour duper les masses en leur laissant croire qu'il existe une définition des objectifs, alors qu'il n'y a rien.

Le F.L.N. ne pouvait devenir le promoteur et le moteur d'une **révolution politique, économique et sociale au seul profit des masses laborieuses** : sa mosaïque de clans et de « chefferies », son absence d'idéologie et de perspectives à court et à long terme, son manque d'organisation en profondeur le frappent d'impuissance et le rendent incapable de prendre quelque mesure constructive que ce soit. Après l'éclatement, des clans et des hommes, aux intérêts et aux motivations souvent contradictoires, ont réussi, grâce à des alliances opportunistes, à réaliser leur volonté commune de s'emparer du pouvoir par tous les moyens, y compris par la force armée. Ils veulent aujourd'hui perpétuer le F.L.N. sous la forme d'un « parti » pour légitimer et maintenir leur présence au pouvoir.

Or, le F.L.N. est mort à Tripoli : le mal dont il souffrait depuis qu'il s'était écarté des voies révolutionnaires l'a tué ; il en ira de même de tout mouvement qui ne tiendra pas compte des aspirations populaires et des réalités objectives du pays.

Le Problème Politico-Économique

LA SITUATION ACTUELLE.

LA SITUATION ECONOMIQUE CATASTROPHIQUE

L'anarchie, le chaos, l'absence totale d'organisation qui sévissent actuellement sur tous les plans de la vie collective ne permettent pas de dresser un bilan détaillé. Mais il est en revanche assez facile d'évaluer, à l'échelle nationale, l'ordre de grandeur des besoins :

— Ils étaient déjà **énormes** avant le déclenchement de la lutte armée, par suite de la domination du système colonial (maintien de l'économie et de la société algériennes dans un état de désarticulation et de sous-développement aigu).

— Ils se sont encore **accrus** du fait des ravages exercés par la répression militaire de 1954 à 1962.

— Les voici maintenant **devenus monstrueux**, aucune entreprise réelle n'ayant été entamée — depuis la signature des accords d'Evian, ni même depuis la proclamation de l'Indépendance — afin de mettre le peuple algérien en mesure d'y faire face.

Selon les techniciens qui s'efforcent de faire le point dans leurs bureaux d'Alger, les labours n'ont porté cette année que sur la moitié des terres habituellement labourées ; et c'est seulement la moitié de cette moitié qui a pu être ensemencée.

Autrement dit, la production de céréales pour l'année 1963 atteindra environ **le quart de la production dite « normale »**, ceci au cas où la récolte pourrait s'effectuer dans des conditions normales : ce qui précisément n'a pas été le cas pour celle de 1962, dont **les trois quarts ont été perdus**. Or les besoins de la population dépassent déjà dans une assez large mesure le niveau de cette production « normale » (20 millions de quintaux) : ils sont estimés de **25 à 30 millions de quintaux**, contre une récolte effective qui sera d'environ **5 millions de quintaux**.

Le cheptel étant aussi presque entièrement à reconstituer, l'agriculture algérienne est donc dans l'incapacité totale de fournir le minimum vital, au niveau même de l'alimentation de base. Or il ne saurait être question de combler cette redoutable carence par des importations que compenserait le traditionnel écoulement des vins algériens sur le marché français car le vignoble algérien (90 milliards de revenus par an environ) est laissé à l'abandon par ses « propriétaires » européens.

Quant au secteur industriel, qui était pourtant apparu comme le seul bénéficiaire éventuel du « Plan de Constantine », il ne semble pas qu'il puisse davantage contribuer, dans un proche avenir, à une quelconque atténuation de la crise économique dont notre peuple va maintenant subir les conséquences les plus redoutables.

Les investissements que l'on sollicite actuellement sont ceux que prévoyait déjà le « Plan de Constantine ». Ils ne visent pas à mettre en place de petites industries et à remettre en marche des entreprises fermées, les unes et les autres susceptibles de résorber le chômage urbain, et par là même commencer à résoudre le problème fondamental de la subsistance. Mais ils renforceront l'emprise du capitalisme international sur notre économie en implantant des filiales de trusts internationaux : les grands en-

sembles industriels qui nécessitent une main-d'œuvre hautement qualifiés ne créent qu'un nombre limité d'emplois accessibles aux Algériens ; par ailleurs, ils pourront exploiter une main-d'œuvre non qualifiée et bénéficier de sources d'énergie à bon marché. Cette politique aura pour effet d'aggraver la désarticulation de notre économie et d'accroître le sous-développement dont souffre la grande majorité du peuple.

Enfin, la multiplication des intermédiaires dans le circuit commercial, résultant de la naissance d'une bourgeoisie parasitaire d'affairistes, de carriéristes, d'opportunistes, a pour effet immédiat l'augmentation rapide du coût de la vie.

En comparaison de ces quelques données, on serait presque tenté de tenir pour négligeables les 100 milliards auxquels s'élève le montant des factures impayées et le trou d'environ 200 milliards que le Trésor Algérien enregistre dès maintenant.

LA POLITIQUE ANTIDEMOCRATIQUE ET ANTIPOPULAIRE

L'orientation économique adoptée par les hommes au pouvoir cherche à donner à tout prix une **apparence d'activité** ; la concentration des interventions dans les centres urbains, en particulier à Alger, confirme qu'il s'agit bien là d'une politique de **prestige**, destinée beaucoup plus à séduire l'étranger qu'à satisfaire les besoins réels du pays. Elle se manifeste par le lancement, à grand renfort de publicité, d'« opérations » dont l'inefficacité est grossièrement dissimulée, ou contestée par des déclarations optimistes, voire par des affirmations mensongères, lorsque les incompétences sont dévoilées. De telles méthodes révèlent **l'absence d'une politique économique d'ensemble** ; à l'improvisation et à l'empirisme dans la conception, correspondent inévitablement des mesures partielles et incohérentes.

Les rares réalisations décidées dépendent du soutien de capitaux et de techniciens étrangers attirés par l'octroi

de force garanties morales et matérielles, par la promesse du maintien de l'ordre et de la stabilité, et du retour des Français d'Algérie ; cette nouvelle situation imposant le respect scrupuleux et la consolidation progressive des accords d'Evian conclus pour préserver leurs intérêts.

A mesure que la désorganisation causée par leur départ et par certaines destructions systématiques s'accroît, à mesure que la priorité accordée au secteur dit « moderne », sans aucun profit pour la population, accentue la désarticulation de l'économie algérienne entre les deux secteurs isolés, le besoin de capitaux se fait plus pressant et les demandes se multiplient en s'assortissant de concessions économiques nouvelles et de leurs contre-parties politiques. Le maintien de l'Algérie au sein de la Communauté Economique Européenne (C.E.E.) et la signature de nombreux protocoles de coopération avec la France sont significatifs à cet égard.

La continuation du système **néo-colonialiste**, sous la caution d'un gouvernement à présent algérien, a pour conséquences **le gaspillage des ressources nationales, la concentration des profits au sommet et la naissance d'une bourgeoisie affairiste**, d'une « élite différenciée des masses » appelée à servir d'assise au régime.

Les masses, elles, maintenues en vie par la distribution de secours mendiés à l'étranger, sont nourries de promesses vagues et abreuvées d'un verbiage pseudo-révolutionnaire qui témoignent du mépris dans lequel on les tient. A leur besoin de perspectives claires et de propositions concrètes, on répond par des slogans creux et des développements passionnés sur des thèmes aussi nébuleux que l'« arabisme », dont on escompte qu'ils prolongeront leur patience.

Frustrées des fruits de leur victoire, leur confiance entamée et leur élan révolutionnaire mutilé par les crises qui se sont succédé depuis l'Indépendance, les masses voient leur terrible misère se doubler de détresse du fait de l'abandon total où on les laisse, de la confusion où les plonge le verbiage révolutionnariste, et qu'on entretient par des dérivatifs de tous ordres. Si l'on peut dire qu'elles sont

profondément déçues, il ne faudrait pourtant pas les considérer comme résignées. On ne doit pas perdre de vue que ce sont elles qui, pendant huit années, ont été le moteur et le soutien le plus sûr de la guerre de libération. Et si beaucoup ont été désorientés par l'éclatement du F.L.N., c'est parce qu'ils n'ont pas pu rompre des liens plus affectifs que politiques. Mais croit-on que les masses déshéritées vont soudain perdre de vue les causes de l'exploitation dont elles sont victimes, alors que loin d'y remédier on les aggrave ?

L'« équipe », qui tente sans y parvenir de donner à l'Algérie un semblant de vie économique, déploie une activité politique intense : si elle n'a pas de programme économique, elle a un projet politique. Elle entend réaliser la **nationalisation de l'appareil d'Etat** — remplacer par des Algériens les responsables français de l'appareil politique et administratif que l'on conserve tel qu'il est, bien qu'il ait été établi pour le maintien d'une domination étrangère ; conception héritée des positions du courant nationaliste algérien aux alentours de 1950 ; à cette époque il s'agissait de revendiquer seulement la Nationalité, c'est-à-dire le départ de l'Etranger. Depuis lors les masses ont compris que le remplacement pur et simple de l'Administrateur colonial par un National ne suffisait pas à changer leurs conditions de vie (à cet égard, l'exemple des autres pays africains ayant accédé à l'indépendance depuis 1954 a été fort édifiant).

Les moyens pour parvenir à cette nationalisation sont divers autant que ruineux : l'utilisation de tous les cadres dans un secteur non productif alourdit une administration déjà hypertrophiée — et cette administration n'ayant aucune prise sur les problèmes réels du pays se replie sur elle-même, en arrive à vivre uniquement pour elle-même, à se considérer comme une fin, elle dégénère inéluctablement en bureaucratie — ; le maintien d'une armée de plus de 100.000 hommes, trop coûteuse pour l'Algérie, ne se justifie en aucun cas ; elle a servi à la conquête du pouvoir qui la déclare nécessaire au maintien de l'ordre dans le pays ; en réalité, elle ne fait qu'accroître le caractère foncièrement **antipopulaire** de ce pouvoir qui n'hésita pas, n'hésitera pas à s'en servir comme d'une

force répressive pour tenter de faire taire le mécontentement des masses laborieuses.

‡ **Dans tous les domaines, à tous les niveaux, il y a absence de démocratie.** La mise en place d'une Assemblée dont les membres furent désignés et non élus visait un double but : légitimer après coup un pouvoir pris par la force et donner au pays une apparence de démocratie ; il est à peine besoin d'ajouter que cette Assemblée désignée par le pouvoir ne peut jouer aucun rôle, car elle est hypothéquée par les conditions mêmes de sa mise en place ; elle est et sera paralysée par son conformisme, son incompetence, elle ne peut être que le soutien inconditionnel du pouvoir.

La prétendue conversion du F.L.N. en « Parti » est une ruse moins grossière. Bien des militants s'étaient engagés en toute sincérité dans le Front plutôt à la suite d'une réaction affective que d'une prise de conscience politique ; l'évolution du mouvement de libération et les conditions de lutte les ont peu à peu amenés à faire confiance et à obéir aveuglément aux dirigeants ; on compte aujourd'hui sur cet attachement et sur ces habitudes pour constituer les **effectifs** du « Parti du F.L.N. ». C'est à dessein que nous évitons ici le terme de **militants** car les Algériens ne sont pas sollicités d'entrer dans ce « Parti » pour y militer, mais pour faire nombre. La répétition du vieux thème de l'Union Nationale, qui pouvait se justifier dans une certaine mesure avant la conquête de l'indépendance, est maintenant un simple prétexte pour perpétuer une organisation autoritaire, où la base reçoit des ordres et n'est à aucun moment invitée à discuter, à dialoguer. Le F.L.N. fut effectivement, et avec les inconvénients qui en découlent, ce qu'il proclamait être : **un front** ; à ce titre il ne saurait en aucun cas devenir **un parti** ; mais ce n'est d'ailleurs pas ce que les hommes actuellement au pouvoir attendent de lui : ils veulent seulement qu'il soit un rassemblement de figurants dociles et d'hommes de main, jouant le rôle d'un parti dont ils puissent se réclamer.

C'est en effet au soutien inconditionnel ou à la soumission que le pouvoir essaie de contraindre toutes les forces existant en dehors de lui. Elles ont été soit écartées,

soit entraînées dans un compromis, soit réduites au silence par l'installation d'un régime **antidémocratique** et policier, ainsi qu'en témoigne le musèlement des organisations de masse qui existaient encore en Algérie et au sein de l'émigration algérienne en France. Mais l'action la plus grave, la plus contraire à toute démocratie, la plus antinationale est celle qui s'est soldée par la domestication du syndicat : l'U.G.T.A.

Créée en plein combat, l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.) n'eut au départ qu'un seul objectif : renforcer par une action d'abord légale, puis clandestine, l'organisation politico-militaire du F.L.N. Les conditions mêmes de sa création ayant été un facteur déterminant de son évolution, **elle ne put devenir une organisation des masses laborieuses**. En fait, elle devint très vite un organisme du Front. Sa base fut absorbée par l'A.L.N. et par le F.L.N. et bientôt son activité ne fut plus que celle d'une direction syndicale en exil qui tendait principalement à faire connaître au monde la lutte du peuple algérien. En cela, ce fut un succès. Sur le plan interne, elle n'eut qu'une activité larvaire qui se réduit à la formation d'un très petit nombre de militants syndicalistes. Cette « délégation extérieure » vécut jusqu'à l'Indépendance dans l'ombre du G.P.R.A., commettant les mêmes erreurs et souffrant des mêmes carences : elle ne posa pas clairement les problèmes de l'avenir et ne prépara guère le Syndicat à assumer les responsabilités qui seraient les siennes dans un pays nouvellement indépendant.

Ce manque de préparation, cette absence de base organisée rendirent l'U.G.T.A. incapable de prendre position dès que se déclencha la crise du F.L.N. : elle n'a réclamé qu'une unité formelle, au niveau de la direction politique, alors qu'elle aurait dû consolider l'unité des masses, mettre en place une organisation des travailleurs (malgré l'obstacle que pouvaient constituer les wilayas et l'A.N.P.), poser les problèmes en termes politico-économiques, préparer la Révolution sur le terrain en maintenant la mobilisation des masses autour de mots d'ordre accessibles : occupation des terres et des entreprises, qui auraient pu être d'autant mieux suivis que les paysans et les ouvriers prenaient d'eux-mêmes des initiatives dans ce sens.

En dépit de cette attitude modérée et confuse de l'U.G.T.A., le « Bureau Politique » supportait mal l'existence d'une organisation de masse qui pouvait devenir un ferment de résistance et entreprit de la placer sous sa tutelle. Il a empêché l'U.G.T.A. d'exposer à sa base militante les véritables causes du conflit qui avait éclaté entre elle et lui et parvint ainsi à la priver du soutien de ses adhérents. Il fit mine de lui accorder son autonomie de gestion, de la sorte il la nourrissait de garanties illusoires afin de pouvoir mieux, dans le même temps, noyauter son appareil organique. Pour finir, le coup de force du 19 janvier 1963 vient de consacrer l'absorption par le « Bureau Politique » de la plus importante des organisations nationales.

Dans tous les cas où des voix s'élèvent contre elle, l'« équipe au pouvoir » a recours aux mêmes procédés pour les faire taire ; par l'emploi de la ruse et de la force, habilement dosées selon les cas, elle cherche à avoir raison de toute résistance.

Pourquoi les hommes du pouvoir actuel mènent-ils cette politique à tous égards désastreuse ? Dans le vide qui succéda à l'indépendance, une course s'engagea pour le pouvoir : elle fut remportée par des éléments que poussaient l'ambition ou l'intérêt, et dont l'alliance reposait sur la force conjuguée et multipliée du « prestige », de l'argent et des armes. Le pouvoir usurpé, cette équipe hétéroclite se retrouva prisonnière de ses alliances même : elle se maintient au prix de concessions réciproques qui la frappent d'impuissance. Pour échapper au déclin certain qui la guette, elle se livre inconditionnellement au Capitalisme International.

Tout le mal vient de ce que ces hommes, par manque d'idéologie, par incompetence, par opportunisme, par malhonnêteté caractérisée, ont voulu le pouvoir pour le pouvoir. **Dans leur mépris du peuple, de ses besoins et de ses aspirations**, ils ont délibérément accepté d'aggraver sa misère. Au mécontentement grandissant ils opposent la démagogie et l'autoritarisme. Ils sont aujourd'hui pris dans un engrenage tel qu'ils ne peuvent plus que continuer dans cette voie ou disparaître.

LE PROBLEME POLITICO-ECONOMIQUE

Le peuple algérien est saisi dans un mouvement que des demi-mesures réussiraient tout au plus à freiner, non à infléchir.

L'impuissance des hommes au pouvoir se manifeste par les difficultés qu'ils éprouvent à étendre leur autorité dans le pays et à implanter leurs organismes.

L'inaptitude de ce gouvernement à donner un début de solution aux problèmes réels du pays est irrémédiable. Il nous appartient, à nous, militants de la Révolution Socialiste, d'en analyser sans cesse les causes et les conséquences, de les dénoncer sans relâche et de faire en sorte que, par le dialogue permanent avec les masses déshéritées, les vraies solutions se dégagent.

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'EDIFICATION D'UNE SOCIETE SOCIALISTE.

- La transformation des structures économique-sociales est une nécessité vitale pour l'Algérie ;
- cette transformation ne peut s'effectuer que par une entreprise révolutionnaire ;
- cette révolution ne peut se développer et s'accomplir que sur la base d'un pouvoir populaire réel ;
- un tel pouvoir n'a de racine que dans la réalité économique du pays ;
- un tel pouvoir ne saurait être **totalemment** remis entre les mains d'un parti politique ;
- un tel pouvoir suppose l'instauration d'un dialogue permanent entre la base et le sommet ;
- un tel pouvoir est incompatible avec l'existence d'une fonction militaire permanente.

Le peuple est la fin, le moyen et la base de toute entreprise révolutionnaire.

L'édification révolutionnaire d'une économie proprement algérienne nécessite la participation active du peuple lui-même. Le peuple est à la fois **la fin, le moyen et la base** de l'entreprise révolutionnaire car c'est du peuple seul qu'elle peut tirer sa signification et son élan, et les seules forces qu'elle puisse utilement mettre en jeu sont celles qu'il parvient à s'approprier. Toute attitude politique prétendument radicale est vouée à l'échec dès lors qu'elle ne s'enracine dans le peuple et n'est pas soutenue par son adhésion effective.

N'importe qui peut se réclamer du peuple et agir en son nom ; mais le seul pouvoir véritablement révolutionnaire est un **pouvoir exercé par le peuple lui-même**. N'importe qui peut se prétendre révolutionnaire, mais une révolution réelle présuppose un ensemble de conditions qui ne sauraient être réunies au niveau d'une caste, d'une aristocratie ou simplement d'une élite de « révolutionnaires ».

Quels que soient les périls qui guettent une révolution et contre lesquels on envisage de la prémunir, ils seront toujours dérisoires en comparaison de l'impuissance totale dont on la frappera d'emblée en ne considérant pas les **masses populaires** comme son **unique et indispensable moteur**. Une entreprise collective doit cependant avoir une direction, elle ne peut l'avoir utilement et durablement que grâce à des responsables que guident les exigences profondes de la collectivité et qui les formulent en commun avec elle.

La constante intervention du peuple dans la conduite de ses propres affaires lui garantit que l'organisation politique ne sera pas purement formelle, qu'elle ne se prendra pas elle-même pour fin, que l'Etat ne sera pas une abstraction dotée de certains pouvoirs qu'il n'utilise que pour prolonger son existence et celle d'une catégorie privilégiée de fonctionnaires.

Le travail des masses doit servir à leur libération.

Le peuple a des besoins vitaux, des exigences réelles : **le développement effectif de l'économie nationale** est pour lui, dans l'immédiat et sous les formes les plus concrètes, une question de vie ou de mort. L'exercice du pouvoir populaire confère à ce développement des objectifs bien déterminés. **Un lien indissoluble doit unir la conception même du pouvoir et la définition d'une politique économique** dont les résultats consolideront à leur tour le régime qui aura permis de les obtenir.

Une telle politique, dont les déterminations concrètes devront être fixées au fur et à mesure par le peuple lui-même sera **socialiste**. Le libéralisme économique a fait assez de mal à notre peuple, il a suffisamment manifesté son impuissance, particulièrement sa forme néo-colonialiste : la preuve est faite que sa survie enfonce davantage notre pays dans la misère et l'obscurantisme. Le libéralisme économique, c'est la liberté pour le capital d'exploiter les travailleurs et par conséquent de renforcer sans cesse une situation de plus en plus profitable au premier, de plus en plus nuisible aux seconds. Le Socialisme, c'est au contraire le seul moyen de **faire servir le travail des masses à leur propre libération**. La liberté réelle se conquiert par la mise en commun des efforts. Le socialisme se définit à la fois par la **collectivisation** qui implique la transformation radicale des structures de production et de distribution et par la **planification** qui permet l'utilisation rationnelle des moyens de production et des ressources naturelles.

Les travailleurs s'approprient les moyens de production.

Une économie socialiste se définit aussi par le fait qu'elle est fondée sur le **travail** et non sur le **capital**. Pour que la collectivité soit réellement bénéficiaire des efforts de production accomplis à l'échelle du pays, il faut en

effet que les moyens de production soient entièrement contrôlés par les travailleurs. La véritable différence entre le Capitalisme et le Socialisme réside dans **la possession des moyens de production** : dans le premier système ils sont entre les mains des capitalistes (sous une forme de plus en plus concentré), dans le second ils appartiennent à la collectivité, leur organisation et leur utilisation étant alors régies collectivement par les travailleurs eux-mêmes.

Les « moyens de production » sont les entreprises industrielles (usines, chantiers, mines, sources d'énergie, etc.) et les entreprises agricoles (propriétés foncières) ainsi que les différents services nécessaires au fonctionnement de ces deux secteurs (mécanismes de crédit et de distribution, transports, fournitures d'énergie, construction, etc.). En régime capitaliste, la possession de ces moyens de production permet aux capitalistes de réaliser des bénéfices **en achetant la force productive des travailleurs** comme ils achètent les matières premières que ces travailleurs doivent manufacturer ; dans un régime socialiste, les moyens de production et les services sont nationalisés et les travailleurs en sont les seuls bénéficiaires.

Sous le règne du Capital, le travailleur reçoit un salaire destiné seulement à entretenir sa force productive : son travail ne lui ouvre aucune perspective d'avenir, sauf dans un petit nombre de cas privilégiés qui servent à entretenir le mythe de la promotion sociale. Sous le règne de la propriété sociale, les travailleurs participent à l'organisation de leur travail et gèrent eux-mêmes les entreprises ; d'autre part, si leurs aptitudes le leur permettent, ils peuvent accéder aux plus hautes responsabilités dans la gestion et l'organisation de la production.

La création d'une industrie nationale est une nécessité vitale.

Le premier objectif de la politique économique consiste dans une **accumulation de capital qui permettra la création d'une véritable industrie algérienne**. Dans un pays où le seul équilibre économique est fondé sur la désarticula-

tion entre un secteur dit « moderne » relativement industrialisé et un secteur traditionnel où règne l'économie de subsistance, la seule chance de développement est de rompre cet équilibre afin de briser le « **cercle vicieux de la misère** » ; à cette accumulation de capital aucune aide étrangère ne saurait se substituer ; les apports extérieurs, de quelque origine et de quelque nature qu'ils soient, doivent être contrôlés et s'insérer dans le processus initial d'**auto-développement** pour le soutenir.

L'« aide économique » étrangère aux pays sous-développés est une nouvelle forme de leur exploitation par le capitalisme mondial *. Le recours à cette « aide » étant une solution de facilité, il doit être envisagé avec d'extrêmes réserves et on ne doit s'y résoudre que si ces conditions essentielles sont réalisées : l'existence d'un projet rigoureux de planification quant à l'économie du pays sous-développé, la possibilité de neutraliser les capitaux étrangers et de mener une politique équilibrée entre les aides nationales (pays occidentaux), les aides internationales (organismes internationaux) et celles des pays socialistes. Il est en outre indispensable que les pays sous-développés constituent de grands ensembles économiques capables de négocier utilement les modalités de ces aides.

La clef du développement économique : le secteur agricole.

En Algérie, la **première accumulation de capital** ne pourra se faire qu'à **partir de la production agricole**. La classique priorité à l'industrie lourde aurait pour effet de sacrifier à la cause de l'industrialisation les masses paysannes qui forment la majorité de la population. Le développement du secteur agricole est la clef du développement économique d'ensemble : à la fois son **premier moment** et son **principal moteur**, l'industrialisation devant ensuite prendre le relai pour parfaire le développement économique.

* Compte tenu de l'importance exceptionnelle et de l'actualité de ce problème, une note lui est consacrée à la fin du chapitre.

Il s'agira de produire non pas pour **consommer** mais à la fois pour **se nourrir** et pour **épargner** à l'échelle nationale (nationalisation de l'épargne).

Ce double objectif pose deux problèmes :

— celui de la **répartition** des ressources alimentaires de base entre les régions favorisées et les régions déshéritées (péréquation) ;

— celui du **prélèvement**, aux fins d'exportation, des ressources qui demeurent disponibles.

L'immense effort de mise en valeur, la transformation radicale des structures et l'amélioration des méthodes de travail qui s'imposent dans le secteur agricole porteront rapidement leurs fruits, par le recours à l'INVESTISSEMENT HUMAIN.

Pour que le passage de l'économie de subsistance à l'économie monétaire s'opère de façon graduelle, la part de salaire en espèces qui sera versée à chaque travailleur ne devra augmenter qu'en fonction d'un accroissement correspondant de la production industrielle. Sinon l'augmentation du pouvoir d'achat jointe à certaines pressions extérieures contraindrait l'Etat à importer des articles qui ne seraient pas de première nécessité, la production industrielle nationale ne pouvant répondre à la demande avant plusieurs années. Ces importations réduiraient les réserves en devises et compromettraient gravement les chances de développement du pays. Il conviendra donc de **nationaliser le commerce extérieur** et d'envisager, **pendant la phase de démarrage**, une rétribution en nature destinée à satisfaire les besoins primordiaux, et il appartiendra aux planificateurs de déterminer à tout moment la proportion de la part en nature et de la part en espèces.

S'il est possible de définir les **besoins** essentiels du travailleurs pour entretenir son existence et celle de sa famille, il ne faut pas méconnaître que l'**exigence** naturelle de chacun est de disposer d'une certaine marge de disponibilités financières garante de sa liberté en tant qu'individu. Afin de tenir compte à la fois des **nécessités collectives** et des **exigences individuelles**, il conviendra de fonder la stimulation de l'effort productif sur une **parti-**

cipation consciente à l'effort collectif et sur la part en espèces qui sera versée à chaque travailleur.

L'organisation collectiviste et la gestion planifiée.

Le type de socialisation qui vient d'être exposé exige collectivisation et planification.

La **collectivisation** doit être d'emblée décrétée. Priorité étant accordée au secteur agricole, la terre doit être propriété sociale : **la terre algérienne appartient à ceux qui la travaillent** dans l'exacte mesure où ils la font fructifier au profit de la collectivité nationale. En cela réside leur « titre de propriété » ; l'Etat doit leur fournir les moyens qui leur permettront de travailler efficacement (crédits, engrais, semences sélectionnées, matériel de culture, possibilités de commercialisation, enseignement des techniques agricoles modernes, etc.). L'organisation de la production et des services de gestion sous la **forme coopérative** est une nécessité fondamentale : du point de vue du développement agricole et de l'élévation du niveau de vie de la population rurale, la propriété individuelle et parcellaire est un leurre, elle permettrait tout juste à chaque famille de paysans de vivre misérablement sur une terre improductive.

Sous peine de périr, nous sommes tenus d'arriver à cette collectivisation de la terre. Elle se fera progressivement par un travail incessant d'éducation et de démonstration, mais elle doit être, un jour, **totale**.

Par la transformation des structures politico-sociales (développement de l'esprit collectiviste, revalorisation de la notion de travail, désaveu de l'esprit de profit, etc.), la collectivisation du secteur agricole entraîne un changement des structures économiques, puis des structures politico-sociales dans les autres secteurs (notamment dans le « tertiaire »).

La société socialiste ne saurait être édiflée par des moyens improvisés ; un schéma d'ensemble est indispensable, qui tienne compte des priorités et des étapes néces-

saïres. La détermination des unes et des autres relève de la **planification**. Le rôle d'un Plan est de rendre possibles et de coordonner — selon des prévisions à court, moyen et long terme — les efforts accomplis à l'échelon local dans une perspective nationale d'ensemble. La marge d'initiative qui revient à la collectivité locale lui permet d'atteindre efficacement les objectifs du Plan.

Connaître les réalités nationales et mobiliser les masses.

L'organisation **collectiviste** et la gestion **planifiée** de la production supposent une rigoureuse **entreprise de recensement** des personnes, des besoins alimentaires, des exploitations existantes, des ressources disponibles et des moyens nécessaires à leur fonctionnement ainsi qu'une véritable **mobilisation des masses** qui n'est ni la **militarisation des citoyens** ni leur transformation en simples exécutants ; elle tendra au contraire à faire d'eux de **véritables militants** qui s'appuieront sur l'organisation et sur les besoins réels de la collectivité, conscients de l'effort qui leur est demandé.

Il n'y aura pas de développement économique en Algérie, et par conséquent pas d'indépendance réelle pour notre peuple sans la création de **structures politiques déterminées** :

un **Etat** algérien révolutionnaire, au sein duquel un **Parti** révolutionnaire et un **Syndicat** révolutionnaire conjugueront leurs énergies respectives pour mettre en œuvre les moyens qui viennent d'être définis et qui permettront d'atteindre les objectifs de la Révolution Socialiste.

NOTE

Il est important de remarquer que la politique d'émancipation nationale des pays africains correspond à l'évolution du capitalisme mondial vers le capitalisme monopoliste (capitalisme financier international).

Cette évolution du capitalisme mondial entraîne des formes de domination : politique — la nouvelle formule d'indépendance politique des ex-colonies permet aux puissances financières de traiter directement avec des gouvernements encore faibles et corruptibles, au lieu de passer par l'intermédiaire d'Etats colonisateurs jaloux de leurs privilèges ; économique — mais une exploitation plus rationnelle, plus intensive des ex-colonies n'en continuera pas moins sous le couvert de l'« aide économique ». L'ensemble des capitaux privés ou publics qui s'investissent dans les pays sous-développés sont présentés par les pays capitalistes comme une « Aide Economique ». En fait, elle n'est une aide que pour les pays capitalistes, et une aggravation de l'exploitation dans les pays sous-développés. Dans le cadre des investissements consentis, les activités non rentables sont prises en charge par le secteur public de ces pays (création d'une infrastructure inadéquate) et les activités profitables par le secteur privé (industries extractives, énergie, industries primaires).

L'économie des pays sous-développés reste spécialisée et cette spécialisation se fait en fonction des besoins des pays capitalistes. Depuis la mise en œuvre de l'« Aide » aux pays sous-développés on constate que les revenus des pays capitalistes ont augmenté pendant que ceux des pays sous-développés diminuaient encore. Cette aggravation du sous-développement apparaît d'autant plus paradoxale qu'elle coïncide avec une politique tapageuse d'aide économique et avec l'accession de nombreux pays colonisés à l'indépendance.

Cela fait apparaître les trois principaux avantages que les pays capitalistes tirent de la formule dite « Aide aux pays sous-développés » :

1) Les matières premières ne sont pas achetées sur une base négociée, elles sont pratiquement pillées. Les bénéfices faits sur ce pillage peuvent être en partie retournés vers les pays sous-développés sous forme d'investissements présentés comme des cadeaux et donc assortis de conditions politiques :

— respect de la propriété privée et des avantages acquis pour interdire la socialisation des entreprises coloniales ou la révolution agraire selon les cas ;

— ouverture aux capitaux privés sans restrictions et libre circulation de ces capitaux ; possibilité de rapatriement des bénéfices ;

2) Les dons et les prêts sont généralement accompagnés de conditions économiques qui obligent les « bénéficiaires » à utiliser les capitaux reçus dans les pays donateurs ;

3) Cet avantage est peut-être le plus important bien qu'il ne soit pas immédiatement perceptible ; le mécanisme de l'« Aide » permet

d'amortir les crises du système capitaliste. Quand il y a sous-consommation dans le système capitaliste, il suffit d'arrêter les achats de matières premières ou de les ralentir ou de laisser les prix s'effondrer pour transférer la crise dans les pays sous-développés. Crise toujours très dure, étant donné leur faible infrastructure et la dépendance de leur économie à l'égard d'un ou deux produits d'exportation.

L'utilisation de l' « Aide » sur le plan social et politique en fait un véritable instrument d'asservissement et de corruption. Elle permet la création d'une bourgeoisie « nationale » bureaucratisée qui sera installée au pouvoir et disposera pratiquement sans contrôle de ce qu'il est convenu d'appeler l' « Aide budgétaire ». Accordées pour combler le déficit du budget, sans affectation précise pour telle ou telle dépense, les sommes versées sont littéralement empochées par les gouvernants.

Or, cette corruption est le résultat d'un système délibéré, propre au néo-colonialisme, visant à créer une classe dirigeante, le plus souvent recrutée parmi les leaders de la lutte de libération nationale, associée par ses intérêts à ceux des classes dirigeantes européennes, et chargée de faire accepter l'installation du Capital International sous le couvert de l'Edification Nationale par l' « union » de toutes les couches de la population dont les intérêts sont déclarés solidaires.

Si le thème de l' « UNION » fut valable au cours de la lutte contre un ennemi commun et extérieur : le colonisateur, il est utilisé désormais pour dissimuler les conflits d'intérêts entre les classes en formation. Il faut plus ou moins de temps avant que le Peuple ne s'aperçoive qu'il n'a fait que changer de Maître.

La trahison de ces « leaders » est presque inévitable, elle correspond à l'apparition de conflits de classes.

Cette bourgeoisie artificielle, bureaucratisée, accumule des capitaux qu'elle sera amenée à investir dans des secteurs annexes à l'économie. De ce fait, ses intérêts divergeront de ceux des capitalistes occidentaux.

C'est la « Communauté Economique Européenne » (C.E.E.) qui représente l'organisme de pénétration du capitalisme européen en Afrique. Son expression financière est le « Fonds Européen de Développement des pays d'Outre-Mer » (F.E.D.O.M.).

Dans cette lutte d'intérêts, cette bourgeoisie « nationale » tentera de secouer la tutelle du Capitalisme en relançant une politique d'indépendance par des velléités neutralistes, tentative qu'elle ne pourra mener à bien, dans son incapacité de s'allier avec le peuple qui aura été sa victime et aux yeux duquel elle sera discréditée en raison de sa corruption et de sa servilité.

Cette perspective est désormais prévue par les puissances néo-colonialistes : toujours grâce au programme d' « Aide », elles préparent la relève de cette bourgeoisie corrompue qu'elles auront installée par un régime de dictature militariste (formule du putsch).

L' « Aide Militaire » est l'instrument de cette stratégie. L'importance attachée par le Néo-Colonialisme à cette solution de rechange est

LE PROBLEME POLITICO-ECONOMIQUE

attestée par les sommes énormes qu'il consacre à l'aide militaire dans les pays sous-développés.

La formule du putsch militaire a un double avantage pour le néo-colonialisme. Elle permet de rallier la population sur une plate-forme démagogique de lutte contre la corruption. L'Armée apparaît ainsi aux yeux du peuple comme « révolutionnaire » parce qu'elle s'élève contre une bourgeoisie pourrissante et détestée.

En outre, l'Armée n'est pas un corps productif, donc disponible et achetable par le plus offrant, n'étant pas associée par ses intérêts à un secteur particulier de l'économie

Le Problème Economico-Social

LES STRUCTURES ECONOMICO-SOCIALES DE LA PHASE COLONIALE.

Tous les pays colonisés ont vu l'évolution historique de leur société brutalement interrompue par la colonisation qui crée des structures sociales spécifiques. En Algérie, peut-être plus qu'ailleurs, la violence même de la conquête, l'installation d'une colonie de peuplement et son maintien prolongé ont complètement détruit l'ancien système semi-féodal et ont profondément enraciné les nouvelles structures coloniales. La colonisation instaura de nouveaux rapports d'exploitation en établissant de grands propriétaires fonciers à la place des anciens seigneurs féodaux.

L'exploitation directe des terres par les colonisateurs, l'implantation d'un important colonat agraire qui devait être protégé, la commercialisation immédiate et l'exportation des richesses du pays amenèrent la création d'une administration, d'un appareil répressif, de circuits de transports et de réseaux bancaires.

On assista à une immigration de plus en plus importante de Français puis d'Européens ; le contenu social de cette colonie de peuplement était des plus variés : gros colons, grands commerçants, transporteurs, banquiers, en-

trepreneurs, administrateurs, soldats, artisans, petits fonctionnaires, représentants des professions libérales, dont les intérêts convergeaient puisque **tous** profitaient, à des degrés divers, d'un système d'exploitation forcenée aboutissant à la spoliation du peuple algérien.

Les débris de la féodalité terrienne algérienne, les col-laborateurs de toutes sortes reconstituaient une féodalité administrative, auxiliaire du régime colonial qui lui distribuait des terres en récompense de ses services. Avec le maintien de la colonisation, l'expropriation s'étendait, re-foulant et réduisant bientôt à **la misère la quasi-totalité de la population rurale.**

L'économie coloniale caractérisée par l'absence d'industries et par le développement excessif des services commerciaux et administratifs n'a suscité, dans les centres urbains, qu'un **développement incomplet des classes sociales** : le **prolétariat**, au sens classique du terme, est peu important, la majorité des travailleurs n'est que semi-prolétarisée. Le nombre considérable de chômeurs et de sous-employés, l'existence d'un patronat âpre au gain et réactionnaire, le caractère délibérément artisanal des entreprises ont maintenu des formes de production pré-capitalistes ne permettant pas la prolétarianisation de travailleurs liés à un système qui leur assure la subsistance et une certaine sécurité. Notons en outre l'existence d'une **grande bourgeoisie autochtone** d'hommes d'affaires, de négociants, d'entrepreneurs, de transporteurs, que les tenants de la colonisation consentent à admettre dans le système d'exploitation, escomptant que la dépendance ainsi créée les incitera à maintenir ces liens, condition de la prospérité de leurs affaires. Bien que peu nombreuse, cette bourgeoisie réalise des profits qui constituent une fraction appréciable de la part monétarisée du revenu national. Enfin, une **couche intermédiaire** de petits-bourgeois : employés, petits commerçants, artisans, membres des professions libérales.

L'exploitation coloniale est une forme primitive et incomplète du Capitalisme vouée à la disparition, d'une part, à cause de l'évolution du Capitalisme National vers une forme plus moderne (le capitalisme financier ou impéria-

lisme), d'autre part, pour avoir créé des forces sociales qui contribuent à sa destruction.

Les masses laborieuses subissent une **double exploitation** : en tant que **membres de la collectivité nationale** dépouillée de ses richesses par le système colonial et en tant qu'**individus louant leur force de travail** en échange d'un salaire de misère qui les force à recourir au secteur traditionnel pour subsister. Cette appartenance à deux secteurs économiques isolés l'un par rapport à l'autre et le « privilège » que constitue malgré tout le fait de percevoir une rétribution en argent rendent la seconde forme d'exploitation moins perceptible que la première. Globalement, le système colonialiste aboutit à la différenciation entre les bénéficiaires de la colonisation (la colonie de peuplement et ses complices autochtones) et sa victime (le peuple algérien) ; c'est le reflet social de la désarticulation économique.

LA DESTRUCTION DES STRUCTURES COLONIALES.

C'est d'abord la conscience d'être **exploitées en tant que colonisées** qui provoque le soulèvement **des masses déshéritées** contre les colonisateurs. La base et le moteur en sont essentiellement les masses paysannes qui ont économiquement conscience d'être colonisées car elles ont été privées de leurs terres par le colonat agraire et elles ont eu à supporter tout le poids du secteur traditionnel. L'engagement total, aux côtés des paysans, des masses urbaines et de la petite-bourgeoisie, cette dernière fournissant surtout des cadres, permet la formation d'une union nationale en vue de détruire les structures coloniales.

Objectivement, **la guerre de libération a été un mouvement révolutionnaire car elle s'est attaquée au capitalisme sous sa forme coloniale** ; mais le **ralliement**, d'ailleurs tardif, d'éléments de la grande bourgeoisie, la **défection** de la petite-bourgeoisie, le **manque de conscience de classe** chez les ouvriers et les paysans ont fait que le mouvement

n'a pas abouti à la mise en place de nouvelles structures économique-sociales mais à une **indépendance formelle** offrant au Capitalisme toute possibilité de poursuivre son exploitation par des **voies néo-coloniales**.

LA SITUATION ACTUELLE ET LES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES.

Or l'installation du régime néo-colonialiste accentue les antagonismes de classes : la grande bourgeoisie « nationale » est encore en place : gros propriétaires féodaux, commerçants riches, industriels, hommes d'affaires continuent leur exploitation et se font les champions du Capitalisme auquel ils livrent l'économie du pays en vue d'accroître leurs profits. Ils sont aidés dans cette entreprise par tous ceux qu'ils ont corrompus : les dirigeants de la lutte de libération nationale traîtres à la cause révolutionnaire, ceux des intellectuels qui occupent les hauts postes de l'administration, les « inconditionnels » du régime placés dans la bureaucratie étatique, les opportunistes, les carriéristes, les affairistes, les « donneurs de bons conseils » gavés d'expériences déçues qui affluent avec indécence, tous ceux qui spéculent sur les difficultés présentes du pays. Rassemblement hétérogène de profiteurs poursuivant le même objectif : s'approprier les richesses nationales, **ils constituent une véritable classe sociale** : celle des possédants, celle des EXPLOITEURS. Leur force, c'est l'A.N.P. qui, bien qu'issue en majeure partie des classes déshéritées, est prête à devenir une armée de répression pour défendre les intérêts de la classe qu'elle a mise au pouvoir. Leur ruse : nier la lutte des classes en prétendant qu'il n'y a pas de classes en Algérie, alors que **certain vivent dans un confortable bien-être et que la quasi-totalité du peuple algérien meurt de faim**.

C'est cette quasi-totalité du peuple qui a pris les armes pour que cesse l'Exploitation, qui s'est sacrifiée pour que sa situation soit transformée. Or rien n'a changé, elle continue d'être exploitée.

Paysans, ouvriers agricoles, ouvriers industriels et chômeurs, artisans, petits commerçants, intellectuels révolutionnaires, toutes ces **masses déshéritées**, comprennent peu à peu, même si leur formation politique a été négligée, qu'elles doivent s'unir pour résister, que la lutte n'est pas terminée.

Quand elles comprendront que leur misère est la même, que leurs intérêts sont les mêmes, que leur cause est la même, alors **elles auront acquis une conscience de classe**. Alors **la classe des EXPLOITES** sentira que sa force est invincible, qu'elle est capable de balayer la corruption et de chasser les exploiters. **Alors se fait la véritable Révolution.**

OBJECTIFS FONDAMENTAUX

Nourrir tous ceux qui ont faim et chasser à jamais le spectre de la famine.

Donner à tous les paysans les moyens de faire fructifier la terre algérienne reconquise.

Supprimer le chômage asservissant et faire servir tous les bras à la libération des travailleurs.

Créer une industrie nationale capable d'équiper le pays et de satisfaire les besoins fondamentaux du peuple.

Éliminer l'analphabétisme, éduquer la jeunesse, mettre la technique et la culture au service de tous.

Garantir à tous la protection sanitaire et un logement décent.

Contre le gaspillage et la dilapidation des richesses nationales.

Contre l'exploitation néo-colonialiste et la domination du Capitalisme international.

POUR UN AVENIR MEILLEUR ET UNE SOCIÉTÉ JUSTE
PAR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

qui mettra

LE POUVOIR AUX MAINS DU PEUPLE TRAVAILLEUR.

Le Parti de la Révolution Socialiste :

PARTI DE CLASSE

Ces objectifs fondamentaux, nous les avons dégagés au terme d'une analyse qui a abordé les aspects essentiels de la situation réelle du pays.

Nous affirmons avec certitude que ces objectifs sont à la portée des masses populaires, qu'elles seules, par leur engagement total et leur combat incessant, peuvent les atteindre. La lutte sera difficile, la gravité exceptionnelle de la situation de jour en jour plus désastreuse nous impose d'agir immédiatement. Il n'y a pas de solution-miracle, seul l'effort conscient et inlassable est efficace.

Nous, militants de la Révolution Socialiste, l'affirmons : **la voie du Socialisme en Algérie, c'est la voie Révolutionnaire.**

Le P.R.S. affirme qu'un régime ne peut se prétendre socialiste quand il veut rassembler à la fois les parasites et les travailleurs, les profiteurs et les producteurs, les possédants et les non-possédants, les exploités et les exploités, en prodiguant aux uns les faveurs et aux autres les promesses. Le P.R.S. se constitue au sein de la classe des exploités contre la classe des exploités qui veulent empêcher la Révolution.

Quant à la classe intermédiaire, elle ira s'appauvrissant à mesure que les exploiters s'enrichiront. Elle devra choisir de s'allier aux masses révolutionnaires ou disparaître avec les Exploiteurs.

Le P.R.S. entend mettre le pouvoir aux mains des travailleurs.

Il se fixe pour tâche de donner une formation politique aux masses déshéritées afin qu'elles acquièrent la conscience politique de leur situation en tant que classe exploitée et qu'elles soient ainsi amenées à s'organiser.

Le P.R.S. organise et éduque les travailleurs des campagnes ; sur la base d'un programme socialiste clair, il appelle les plus actifs et les plus conscients d'entre eux à rejoindre ses rangs afin d'entraîner l'ensemble des travailleurs agricoles à lutter pour faire triompher leurs droits.

Le P.R.S. est le parti des travailleurs des villes, des chômeurs et des Algériens émigrés en France à la recherche de travail qui, durant la guerre de libération, ont montré leur esprit de sacrifice, leur conscience politique et leur attachement à la Révolution. Ils contribueront à l'industrialisation du pays ; ils ont un rôle fondamental à jouer. La plupart d'entre eux viennent des campagnes, ils pourront aider au maintien et au renforcement des liens révolutionnaires entre paysans et ouvriers.

Le P.R.S. est le parti des paysans, ouvriers agricoles, ouvriers industriels, chômeurs, artisans, petits commerçants, jeunes, étudiants, intellectuels révolutionnaires. Il est au service des masses déshéritées. Il est l'instrument de leur lutte pour la conquête et la défense de leurs droits.

Le Parti de la Révolution Socialiste est le parti d'avant-garde de la classe exploitée :

- par la clarté et la précision de son programme ;
- par la capacité de ses militants à mobiliser les masses autour de mots d'ordre authentiquement socialistes.

Les positions du Parti de la Révolution Socialiste

Pour faire connaître sans ambiguïté le P.R.S. aux masses algériennes, nous allons définir ses positions sur le plan national et sur le plan international.

Elles résultent à la fois de l'analyse politique, économique et sociale du pays et de sa nature de parti de classe révolutionnaire et socialiste qui s'est fixé des objets précis.

POSITIONS SUR LE PLAN NATIONAL

LE P.R.S. ET LE POUVOIR ACTUEL

Parti d'opposition, il considère que le pouvoir actuel (Gouvernement et Bureau Politique), installé par la force et dans la confusion, n'est ni démocratique ni populaire ni encore moins socialiste.

Notre position, face à cette « autorité » à laquelle nous contestons toute légitimité et tout sérieux, peut s'exprimer par une action soutenue et permanente de critiques objectives en vue de dénoncer, à chaque occasion, sa démago-

gie, de démontrer son incompétence et son incapacité de gérer sainement les affaires de la nation.

Le programme de Tripoli, auquel se réfèrent sans cesse tant le Bureau Politique que le Gouvernement, n'a jamais été approuvé par une quelconque instance. Ce projet approximatif, confectionné en vase clos, sans fondements doctrinaux, est une mystification ; il ne pouvait en aucun cas constituer la base d'une politique gouvernementale, en particulier par son absence totale de précisions quant aux moyens d'action susceptibles de le rendre applicable.

Que les militants consciencieux jettent un coup d'œil même rapide sur la situation du pays depuis que ce pouvoir est en place. Ils verront qu'il glisse, dangereusement et de plus en plus rapidement, vers un système de favoritisme et de spéculation au seul profit du néo-colonialisme français. L'ex-métropole est devenue le point de convergence des missions ministérielles et des voyages officiels ; chaque jour, des informations de plus en plus nombreuses viennent confirmer, s'il en était encore besoin, que la France continue, et plus que par le passé, à gouverner en Algérie.

Le régime actuel s'ancre définitivement à l'ex-métropole ; il ouvre plus encore les portes de l'Algérie à la domination d'un pays capitaliste économiquement plus développé. Les sept années et demie de guerre, l'une des plus atroces de l'histoire, n'auront-elles abouti qu'à asservir davantage le peuple algérien ? La mise entre parenthèses du peuple va-t-elle être définitive ? Le pouvoir actuel semble le croire car, pour mieux assurer la réussite de cette opération, il s'est transformé en une dictature petite-bourgeoise aux ordres de l'étranger. Les conséquences de cette politique, ce sont la hargne et la détermination malades mises par le Gouvernement et le Bureau Politique à détruire certaines organisations nationales telles que l'U.G.T.A., l'U.G.E.M.A., et l'ostracisme contre tout ce qui n'est pas conformiste.

LE P.R.S. ET LE FRONT EN TANT QU'ORGANISATION

Ici, le P.R.S. ne confond pas Bureau Politique et Organisation du Front. Dans cette dernière, il fait aussi une

nette distinction entre ceux qui se sont engouffrés dans le Front pour y trouver refuge, une couverture ou un moyen de faire fructifier leurs affaires, et les militants sincères qui croient, en toute conscience, pouvoir y œuvrer pour le triomphe de la révolution. Si nous méprisons les premiers et les dénonçons impitoyablement, les militants du P.R.S. doivent se garder de mettre tous les affiliés au Front sur le même plan pour ne voir en eux que des opportunistes et des intéressés. Le devoir du militant du P.R.S. est au contraire de chercher à nouer le dialogue avec ceux que nous considérons comme capables, par l'expérience et les explications, de se hausser à un niveau de prise de conscience supérieure, seule condition objective à leur détachement définitif du Front qui, en aucun cas, n'est et ne sera en mesure de les satisfaire.

Le P.R.S. est conscient que l'avenir de l'Algérie est dans le socialisme comme il est convaincu que tous les militants révolutionnaires, passée cette période de trouble et de confusion, trouveront un jour dans le P.R.S. l'instrument de combat qu'ils cherchent confusément. Pour être ce rassembleur, le P.R.S. se dresse résolument contre tout esprit de clan, tout sectarisme et tout régionalisme. Tout en restant vigilant et très sévère dans son recrutement, il se garde des jugements hâtifs et des généralisations systématiques.

LE P.R.S. ET L'A.N.P.

Là aussi, le P.R.S. ne voit pas d'emblée une armée de mercenaires ou de soldats professionnels prêts à tous les abus et à toutes les aventures. Dans leur écrasante majorité, ces Djounouds : officiers, sous-officiers, hommes de troupe, sont des fils de paysans, d'ouvriers, de chômeurs, de petits commerçants ou d'artisans, dont la place est au côté des militants révolutionnaires et socialistes.

Si nous demeurons les ennemis irréductibles de tout militarisme et de toute entreprise dictatoriale, si nous dénonçons avec vigueur toute action de cette armée quand

elle entend, au nom de l'ordre ou de la discipline, servir docilement d'instrument à un pouvoir réactionnaire et répressif, nous nous gardons de condamner en bloc les djounouds, qui bien orientés et suffisamment conscients de leurs origines et du rôle qu'ils sont en devoir de jouer, pourraient constituer un appoint précieux aux forces révolutionnaires.

Nous regrettons que cette armée n'ait pas compris que son devoir le plus sacré est de se mettre sans tarder au service de notre paysannerie en liant son destin à celui, identique, des forces vives du pays, à l'exemple de l'armée cubaine, au lieu de se laisser entraîner dans une aventure folle, sans autre issue pour elle que l'impopularité et la corruption.

Le devoir du militant du P.R.S. est en conséquence d'expliquer à ses frères djounouds et de les convaincre qu'il leur faut renoncer à ne voir dans le peuple qu'une masse de corvéables et de civils méprisables. Un effort inlassable d'explication doit être déployé dans ce sens pour parvenir à tisser, entre l'avant-garde révolutionnaire, une armée fondue dans les masses, et le peuple, des liens solides et durables d'où sortira infailliblement la révolution que l'Algérie attend de tous.

En dehors de cette perspective, l'A.N.P., en tant que corps constitué, ne pourra, dans le meilleur cas, que se couper du peuple, perdre la confiance des forces révolutionnaires pour ne former, avec le temps, qu'une caste de privilégiés et une force de régression.

LE P.R.S. ET LE PROBLEME SYNDICAL

Parti des travailleurs, le P.R.S. est conscient du rôle fondamental que doit jouer le syndicat dans l'édification de la société socialiste : représentatif des travailleurs, le syndicat formule leurs exigences dans la mesure où il agit pour qu'elles parviennent à s'exprimer. Aussi a-t-il une double tâche :

— contribuer de façon permanente à la définition des objectifs économiques et être capable à tout moment d'exprimer la volonté économique du pays ;

— animer la vie économique nationale au niveau des travailleurs : d'une part, en menant une lutte pour une meilleure organisation du travail et de l'ensemble du système économique ; d'autre part, en fournissant aux travailleurs une éducation qui élève leur conscience économique et leur esprit collectiviste.

Ce double rôle impose au syndicat de refléter, dans sa structure même, les **priorités** du développement du pays : la production agricole constituant la base même du développement et la production industrielle devant la relayer dans les plus brefs délais, la structure du syndicat devra être marquée par la prépondérance de ces deux secteurs vitaux.

Le syndicat est une organisation de masse qui se constitue à partir de la base par l'élection, sur les lieux du travail, de délégués. Ainsi, il est représentatif des travailleurs, mais pour le rester et éviter de se transformer en un appareil bureaucratique, deux conditions essentielles doivent être réunies :

— existence d'un dialogue permanent entre les travailleurs et leur direction syndicale ;

— existence d'un dialogue permanent entre le syndicat révolutionnaire et le parti révolutionnaire.

C'est ce dialogue fructueux et à tous les échelons entre les deux organisations qui permettra de poser clairement les problèmes en termes politico-économiques. Ceci nous donne une idée des rapports naturels qui doivent exister entre le syndicat et le parti, le syndicat représentant la volonté économique des travailleurs et le parti leur volonté politique. Cela ne signifie pas que le syndicat, parce qu'il exprime les exigences des travailleurs, doit devenir un syndicat **apolitique** de type occidental, à caractère revendicatif. Bien au contraire, son rôle est **politique** car il participe à la gestion des affaires du pays, du niveau de l'entreprise agricole ou industrielle au plan national.

Depuis sa création le P.R.S. n'a cessé d'apporter son soutien aux syndicalistes algériens dans leur lutte pour l'autonomie du syndicat car il considère qu'Indépendance et Unité syndicales sont deux conditions indispensables à toute action au service des masses déshéritées.

Les tentatives de division et de domestication semblent avoir abouti. Les méthoses fascistes dont a usé le pouvoir actuel pour arriver à ses fins le découvre sous son vrai jour, aux yeux de tous les travailleurs et même des délégations syndicales du monde entier.

Il lui fallait éliminer les véritables représentants des masses laborieuses, et les remplacer par des hommes de service, empêcher que les travailleurs puissent s'organiser, étouffer la voix des masses déshéritées dont la colère va grandissante. Ses armes : la force, la ruse, les mesures bureaucratiques, se retourneront finalement contre lui.

Nous appelons nos **camarades syndicalistes révolutionnaires**, ceux qui se considèrent au service des masses déshéritées, à ne pas abandonner le combat. Leur cause est juste, elle triomphera. Ils ne sont pas seuls.

Mettre les masses à même de s'organiser efficacement, développer chez elles une conscience de classe dynamique et révolutionnaire, trouver les formes d'organisation du potentiel énorme constitué par les chômeurs des campagnes et des villes, voilà les tâches qui les attendent.

Pour mener une action commune, nous appelons nos camarades syndicalistes à prendre contact, là où ils se trouvent, avec les militants du P.R.S. Nos objectifs sont les mêmes.

LE P.R.S. ET LES ETUDIANTS

De même que l'U.G.T.A., l'U.G.E.M.A., depuis sa création, n'a été qu'un des organismes du F.L.N. et l'éclatement de celui-ci a nécessairement entraîné celui du mouvement étudiant par l'échec du congrès de septembre 1962.

Certes, sur le plan externe, l'U.G.E.M.A. avait joué un rôle : imposer son existence aux Unions nationales et internationales ; en revanche, sur le plan interne, du fait de l'éparpillement des étudiants algériens à travers le monde et de la coupure entre la direction (comité exécutif) et les étudiants, notamment ceux qui étaient en Algérie et en France, la faillite était totale ; la plupart des étudiants se désintéressaient peu à peu des problèmes du pays, s'étant plus ou moins démobilisés et dépolitisés.

La crise du F.L.N. les laisse complètement désarçonnés ; s'ils refusent l'engagement aux côtés d'un pouvoir sans fondement populaire ni fonctionnement démocratique, aux objectifs non définis, dont la politique leur apparaît démagogique et incohérente, ils hésitent cependant à s'engager dans la voie révolutionnaire, à aller au peuple, à s'en faire les porte-parole grâce aux moyens dont ils disposent, et à apporter leur contribution dans le grand combat de l'édification socialiste du pays.

Le résultat de cette situation est l'accroissement, chez les étudiants, de l'esprit individualiste, le désintéressement à l'égard des problèmes nationaux.

Or du fait de leur position privilégiée d'éléments ayant eu la possibilité d'accéder aux stades supérieurs de la scolarisation, **les étudiants ont un rôle d'avant-garde à jouer** dans la prise de conscience politique de leur peuple, dans la mesure où ils peuvent former et informer les masses, poser les problèmes réels et rechercher les solutions. Cette recherche ne doit pas être seulement théorique, elle doit prendre son inspiration au sein des masses.

Les étudiants et les intellectuels algériens doivent comprendre que leur sort est entièrement lié à celui des paysans et des ouvriers dont le plus souvent, ils sont issus et qui attendent beaucoup d'eux ; or, durant la guerre de libération, en dehors de quelques initiatives telles que la formation de groupes d'études, qui n'ont d'ailleurs pas été encouragées, les étudiants algériens n'ont par mis leurs aptitudes et leurs connaissances au service de l'élaboration d'une doctrine, d'un programme, etc. Cela nous amène à poser le problème du rôle de l'étudiant dans un parti révolutionnaire.

Pendant longtemps, était considéré comme un bon militant l'étudiant le plus disponible, le plus dévoué, celui qui ne posait pas de questions à l'organisation et faisait un bon travail de secrétaire ; or l'étudiant a un rôle primordial à jouer dans la formation des cadres, dans la formulation des exigences de la base, en un mot dans l'animation du dialogue entre la base et le sommet du mouvement ; cela implique son **intégration totale en tant que militant** à tous les niveaux du mouvement, et condamne l'existence d'une organisation d'étudiants militants, séparés de l'organisation générale. Certes, par ailleurs les étudiants devront se regrouper **en tant qu'étudiants** dans un mouvement étudiant authentiquement révolutionnaire, étroitement lié au syndicat, qui sera leur organisation de masse. La Révolution Socialiste se fera avec les étudiants algériens les plus conscients, qui doivent sans plus tarder rejoindre les rangs du P.R.S. pour aider, réellement et efficacement, à poser des problèmes, à définir des objectifs, et à la victoire du socialisme ; pour défendre les intérêts de classe des travailleurs dont ils sont une partie en tant que travailleurs intellectuels.

LE P.R.S. ET L'UNION NATIONALE DES FEMMES

En ce qui concerne l'Union des Femmes Algériennes, elle n'a pratiquement eu aucune existence ; sa seule activité jusque-là a été sa participation à des Congrès Internationaux.

On a beaucoup parlé ces dernières années du rôle de la femme algérienne dans la lutte de libération nationale, et de la place qu'elle avait conquise dans la nation. En effet, on peut assurer qu'en dehors de certaines femmes privilégiées, la femme musulmane est en train de retourner à l'état de soumission et de mise à l'écart, dans lequel elle fut maintenue pendant des siècles.

La femme algérienne ne pourra s'émanciper que s'il y a une transformation radicale des structures économiques et sociales en Algérie, c'est-à-dire si l'Algérie s'engage dans

LES POSITIONS DU P.R.S.

une voie progressiste. L'émancipation de la femme, son émancipation révolutionnaire, ne peut se concevoir que dans le cadre de la Révolution Socialiste car c'est seulement dans une société socialiste que la femme pourra devenir une productrice et une militante. Elle participera alors activement à la vie et à l'organisation de la collectivité, elle sera en mesure d'exprimer certaines exigences d'ordre social : en particulier que lui soient fournis les moyens d'assumer les mêmes responsabilités que les hommes, sans pour autant renoncer à être mère.

LE P.R.S. ET LES JEUNES

Les jeunes représentent la majorité de notre population, ils ont fait preuve d'une exceptionnelle maturité, d'un esprit de sacrifice et d'un élan révolutionnaire remarquables pendant la lutte de libération nationale.

Ils étaient en droit d'attendre beaucoup de l'indépendance : ne plus avoir faim, pouvoir s'instruire et apprendre un métier. Or, la voie dans laquelle nous sommes engagés ne leur offre aucun espoir d'une vie meilleure, elle les voue, au contraire, comme leurs parents, à l'ignorance, au chômage, à la misère, à l'oppression.

Seul le Socialisme leur ouvre des perspectives réelles de justice sociale et de liberté véritable. Le P.R.S. mettra tout en œuvre pour qu'ils en prennent conscience et qu'ils puissent participer à son édification. Les jeunes sont les forces vives de la nation, ils représentent un potentiel énorme qui doit être éduqué. C'est à l'Etat qu'il appartient d'organiser, selon de nouvelles méthodes, l'Education de **toute** la jeunesse, condition essentielle du développement du pays.

Le P.R.S. invite les organisations de jeunesse existantes à secouer la tutelle sous laquelle les maintient le pouvoir actuel. Il estime que jusqu'au moment où ils sont en âge de militer et de travailler, les jeunes ne doivent pas être embrigadés directement ou indirectement par un parti.

Les mouvements de jeunesse ne doivent pas devenir des entreprises de militarisation de la jeunesse.

Cela ne signifie pas que les jeunes doivent se désintéresser des problèmes politico-économiques. Bien au contraire, tout doit être entrepris pour leur assurer une bonne formation politique (apprentissage de la libre discussion, initiation à l'action collective et à l'exercice des responsabilités) car sur eux repose tout le poids de l'avenir du pays.

Dans l'immédiat le P.R.S. appelle les jeunes à s'organiser en de véritables mouvements de jeunesse, dirigés par des jeunes, en collaboration étroite avec les militants et les syndicalistes révolutionnaires en vue de participer, directement et efficacement, au combat en diffusant les mots d'ordre du P.R.S., en aidant à les faire appliquer.

POSITIONS SUR LE PLAN INTERNATIONAL

L'Algérie, qui fait partie de ce qu'on appelle communément le « Tiers Monde », voit toutes ses positions sur le plan extérieur conditionnées par le problème primordial de son propre développement. Indéfectiblement liée à ce monde du sous-développement, sa politique étrangère doit être d'élargir et de renforcer ses relations avec les nations dites de Bandoeng, dont le sort est commun, et que cimente une solidarité vitale face aux grands blocs mondiaux qui se disputent leur faveur pour en faire des satellites à inclure dans leurs zones d'influence.

Cette politique, en se basant sur le respect de l'indépendance et de la souveraineté de chaque Etat, ne doit en aucun cas se manifester par un impraticable isolationnisme ou par une incompréhensible identification des deux blocs.

Le P.R.S., en se plaçant dans la perspective du socialisme, prend comme objectif de sa ligne politique étrangère

l'adhésion à toutes les forces de paix et de progrès dans le monde. Son soutien, son aide comme ses alliances vont à tous les pays dont la politique vise à lutter contre l'exploitation de l'homme par l'homme et à s'opposer à tout système d'agression et de domination quels qu'en soient la nature et le but.

C'est de ces quelques considérations générales que découlent toutes les autres positions du P.R.S. sur le plan extérieur.

LE P.R.S. ET LE CONTINENT AFRICAIN

L'ampleur de la lutte de libération nationale a permis de penser qu'il y aurait la possibilité d'entamer, immédiatement l'indépendance reconnue, une révolution économico-sociale radicale en Algérie.

La responsabilité qui était nôtre de conserver une position d'avant-garde en Afrique nous mettait dans l'obligation de ne pas faillir, étant donné le prestige mondial acquis durant cette longue guerre de libération nationale qui a permis à une grande partie du continent africain, en particulier celle de langue française, de se soustraire, sans grands dégâts, à la domination coloniale.

Ces espoirs se trouvent momentanément évanouis à cause du tournant pris par l'Algérie depuis son accession à l'indépendance nationale, et il en sera pour longtemps ainsi, tant que toutes les forces révolutionnaires africaines ne se seront pas définies clairement, d'une part à l'égard du pouvoir de chaque Etat, d'autre part sur la politique à suivre.

Le P.R.S., dans ce domaine, est solidaire de tous les partis et mouvements africains, dont le programme et la ligne politique se confondent avec les besoins des masses africaines les moins nanties, dans leur lutte contre toute forme de sujétion et d'exploitation. Cette solidarité de combat ne peut se concrétiser que si ces masses, parvenues à une prise de conscience suffisante, se mettent en marche

pour imposer leur volonté et instaurer un système de justice et d'équité sociale répondant à leurs besoins.

Pour le P.R.S., il n'y a de véritable transformation que si les peuples concernés se trouvent directement engagés. Les révolutions ne s'exportent pas et n'ont de chance de réussir que lorsque ceux qui s'en réclament sont à même d'assimiler cette vérité première.

Ces précisions étaient nécessaires pour faire la nette différence entre les révolutionnaires conséquents et les aventuriers dont l'unique souci et le seul objectif se limitent à la prise du pouvoir pour le pouvoir.

LE P.R.S. ET LE MAGHREB

En ce qui concerne le Maghreb Uni, faut-il rappeler que sa réalisation a été et restera un objectif fondamental pour les révolutionnaires algériens. Il n'est qu'à reprendre les déclarations du 1^{er} Novembre 1954 pour saisir que si cette union n'a pas encore vu le jour, la faute n'en incombe pas aux Algériens. Le P.R.S., en se réclamant de la ligne révolutionnaire maghrébine, croit en cette union dont la réalisation constituera un jalon dans la voie du progrès et du bien-être des masses laborieuses des trois pays.

C'est la raison pour laquelle le P.R.S., en posant le problème de l'avenir algérien, ne peut que l'envisager dans la perspective du Maghreb Uni, tant les similitudes et les complémentarités sont grandes entre les trois pays. Que ce soit sur le plan interne ou sur le plan externe, cette union marquera le départ d'une nouvelle ère en donnant une impulsion profonde au développement de nos économies (car l'union répond à une nécessité objective), en renforçant nos positions sur le plan international (ce qui diminuerait les pressions extérieures) et en éliminant les dangers de voir se dresser entre un pays et un autre des malentendus mineurs à propos de tracés de frontières ou de revendications du même ordre.

Pour le P.R.S. cette union n'est ni un mot d'ordre creux ni un thème de propagande. Elle signifie préparer l'édifi-

cation d'une société meilleure dont les structures et le fonctionnement seront le reflet constant de la volonté des masses laborieuses des trois pays. Cela suppose et exige des mesures concrètes d'uniformisation de nos systèmes économiques, de nos programmes de développement, de nos politiques pour arriver finalement aux Institutions. En envisageant le problème sous cet aspect, pour réaliser une union valable, on doit : au préalable se poser tous les problèmes et se mettre au plus vite à la recherche des solutions, prendre garde de fixer au départ l'objectif final de telle sorte que les premières mesures soient déjà des étapes. Sinon tout se ferait chaotiquement et à l'aveuglette, sans jamais parvenir au but. A cet effet, le P.R.S. propose l'établissement d'un plan d'unification étalé sur une période de six ans et au terme duquel l'union sera définitive.

Le P.R.S. s'engage, envers ses militants et les forces révolutionnaires des trois pays, à tout faire pour susciter et faciliter toute démarche visant à la réalisation de cette union, **si cette dernière se donne comme objectif le socialisme et l'intérêt des masses laborieuses**, comme il se refuserait à agir à l'insu de nos peuples pour s'engager dans une voie contraire à sa doctrine populaire et socialiste.

LE P.R.S. ET LE MOYEN-ORIENT (MONDE ARABE)

Par l'évidente constatation que l'Algérie est un pays arabo-islamique, on ne peut nous rendre solidaires inconditionnellement de régimes foncièrement réactionnaires fondés sur le concept d'arabisme, s'appuyant sur le passé pour justifier tout ce qui est anachronique tout en agitant l'idée du socialisme... arabe qui aurait des vertus étranges dont celle de ne pas être socialiste.

La civilisation arabe, parce que civilisation, se devait naturellement d'évoluer vers de nouvelles formes ; ceux qui la trahissent sont ceux qui veulent l'enfermer dans l'immobilisme en l'utilisant souvent à des fins de pouvoir person-

nel ou de prédominance incompatible avec son essence même.

Si nous revendiquons avec honneur les valeurs de ce passé glorieux, nous nous efforçons avec la même énergie de nous mettre au diapason de l'évolution universelle dans le but bien compris de faire avancer nos peuples vers plus de dignité et plus de lumières. L'Algérie dans cette voie ne peut être qu'une partie de ce monde arabe auquel elle est redevable d'une contribution à la mesure de ses moyens et de son génie original. Profondément imprégnée de cette culture qu'elle n'a jamais niée et qu'elle cherche à enrichir des cultures acquises au cours de siècles d'histoire et de souffrances, son apport est de ce fait un élément de progrès et de mouvement en tant que partie de cette Afrique du Nord qui a été une charnière entre l'Orient, l'Occident et l'Afrique.

Une civilisation, quelle qu'elle soit, et la nôtre en particulier, ne peut prétendre à l'immortalité et à l'efficacité que si elle se considère comme la partie d'un tout, si elle tend à l'universalisme à force de réalisation et de progrès dans l'intérêt de l'humanité en général. Le sectarisme, le racisme, le fanatisme, la xénophobie sont des signes de déclin et de décrépitude. Les notions de race, d'aryenisme ont fait leurs preuves avec le nazisme, et nous refusons de nous laisser séduire par des concepts aussi désuets que réactionnaires. Que ceux donc qui se réclament de cet arabisme en le vidant de sa substance pour n'en faire qu'un thème d'agitation et de subversion, en s'en octroyant souvent les mérites douteux et le monopole creux, comprennent qu'ils font plus de mal que de bien en agissant de la sorte. Or, il est clair que tant qu'une civilisation ou une culture ne crée pas des schèmes nouveaux et ne colle pas constamment à la marche de l'histoire, elle se momifiera et périlitera dans l'anarchie et la misère.

Nous ne faisons pas exception à la règle et c'est pourquoi, tout en réaffirmant notre appartenance à l'aire de civilisation arabo-islamique, nous éprouvons une légitime fierté à nous réclamer du socialisme scientifique dans la tradition des grands penseurs. Cela, pour nous, ne contre-

dit pas du tout nos origines ni notre philosophie du moment que les unes comme l'autre tendent à l'édification d'un monde meilleur d'où seront bannies l'injustice et les inégalités sous toutes leurs formes.

Le P.R.S., riche de cet apport, instruit des exemples de réalisations humanitaires des autres civilisations, est conscient que sa lutte s'inscrit dans un processus historique mondial dépassant de loin la diversité des civilisations.

Œuvrant pour que l'Algérien accède au rang d'homme libre, son action ne peut être dissociée de tous les idéaux qui visent le même but, et c'est pourquoi le P.R.S. se sent le frère et l'allié de toutes les forces de progrès et d'émancipation quelles que puissent être leur philosophie ou leurs croyances.

La Voie Révolutionnaire

Depuis l'indépendance nationale, l'Algérie vit au rythme des discours prometteurs et des déclarations à sensation. Mais pour le peuple, **la réalité quotidienne, c'est la misère.**

En Algérie, c'est la famine menaçante ; avant tout, il faut assurer la subsistance de milliers de familles dans le dénuement.

En Algérie, c'est le chômage pour la plupart ; avant tout, il faut assurer un emploi à tous les travailleurs.

En Algérie, les capitaux manquent pour exploiter les ressources naturelles ; avant tout, il faut trouver les crédits pour réaliser les tâches les plus élémentaires.

Tels sont les problèmes à résoudre en priorité car aucun progrès vers le socialisme n'est possible si les besoins vitaux du peuple ne sont pas satisfaits. Mais, en même temps, **toutes les mesures d'urgence doivent préparer l'avenir et, bouleversant les structures sociales héritées du colonialisme, rendre possibles les réalisations socialistes de demain.**

Il ne suffit pas de distribuer à la population des vivres qui lui permettront de passer le cap de l'hiver et de survivre jusqu'à la prochaine récolte, dont on sait déjà qu'elle sera insuffisante en regard des besoins.

Il ne suffit pas d'employer temporairement les chômeurs à de grands travaux publics dont l'utilité n'est pas immé-

diates et qui créent des armées itinérantes de travailleurs forcés.

Il ne suffit pas de trouver à l'étranger les aides financières qui alimenteront le budget de l'année prochaine, mais qui compromettent la conquête de l'indépendance réelle.

Il faut que chaque action s'accompagne d'un bouleversement dans les rapports sociaux et les formes de production.

Les difficultés objectives peuvent excuser la lenteur dans les progrès de la production ; elles ne sauraient justifier de délai dans la mobilisation des travailleurs sans laquelle l'Algérie ne sortira pas du cercle vicieux du sous-développement.

Le Parti de la Révolution Socialiste se propose dans l'immédiat de **mobiliser les travailleurs des villes et des campagnes dans des comités populaires agissants.**

Cet objectif répond aux possibilités.

Le peuple algérien a montré, depuis 1954, sa combativité révolutionnaire, sa capacité de lutter pour satisfaire ses aspirations profondes. Ni les déceptions ni l'atroce misère n'ont épuisé ses possibilités de lutte. Les difficultés peuvent, pour un temps, l'éloigner d'une participation active à la vie politique. Elles ne peuvent, dans les années à venir, étouffer définitivement la force des ouvriers et des paysans qui, en se dressant contre le colonialisme, ont appris, par l'expérience, l'efficacité d'un mouvement révolutionnaire.

Cet objectif est une nécessité.

Le développement socialiste de l'Algérie est impossible sans la plus large participation des masses.

C'est seulement en faisant appel à l'initiative des collectivités de base que pourront être limités les dangers d'enlisement dans la bureaucratie, où sombrent tant de pays du « Tiers Monde ».

C'est seulement en les associant à la discussion et à la solution des problèmes politico-économiques que la conscience révolutionnaire des travailleurs algériens débouchera sur des actions constructives dans la voie du socialisme.

C'est seulement par la confrontation permanente dans des assemblées responsables que le peuple travailleur prendra conscience de sa solidarité de classe et qu'il surmontera les divergences apparentes que la misère et l'ignorances, entretenues par le colonialisme, ont créées en son sein.

Si de telles assemblées ne se forment pas, le mécontentement des masses déshéritées, en proie à la misère et au chômage, risque d'éclater en révoltes spontanées que leur incohérence vouerait à l'échec.

Le but du Parti de la Révolution Socialiste est d'établir dans toute l'Algérie le **pouvoir réel** des ouvriers et des paysans, sans le contrôle desquels aucune politique gouvernementale, aucune administration ne peut se prétendre socialiste. Ceux qui s'opposeront à la réalisation de cette tâche montreront qu'en dépit de paroles démagogiques, ils ne veulent pas vraiment l'instauration d'une République Socialiste en Algérie.

Le Parti de la Révolution Socialiste appelle les travailleurs et les militants algériens à constituer :

— **dans les campagnes**, des conseils de douars, qui se chargeront de résoudre tous les problèmes immédiats de l'agriculture (labours, confiscation des biens vacants, gestion collective des propriétés, vente des produits de la terre, dénonciation de toute gérance servile, etc.) ;

— **dans les villes**, des comités locaux, qui se chargeront de satisfaire les besoins urgents de toute la population (subsistance, logement, etc.) ;

— **dans les entreprises**, des sections syndicales rassemblant la totalité des ouvriers et fonctionnant démocratiquement.

Il faut également organiser des **comités de chômeurs** pour le grand nombre des travailleurs sans emploi. Ceux-ci constituent la couche la plus misérable du peuple al-

gérien. Les laisser inorganisés risque d'accroître leur désespoir et d'en faire la proie de n'importe quelle démagogie.

Leur organisation doit se faire, de la base au sommet, en liaison étroite avec les syndicats révolutionnaires, afin que se réalise, dans le cadre du syndicat, la fusion des différentes catégories de travailleurs.

La constitution de comités populaires ne résout pas d'elle-même les problèmes actuels de l'Algérie. Mais elle est la condition première de toute solution à terme.

Seuls, des comités populaires seront en mesure d'appliquer les mots d'ordre d'urgence :

Assurer la subsistance de tous.

Réquisition et mise en magasins collectifs des denrées alimentaires de première nécessité.

Distribution de vivres aux familles les plus démunies, selon des priorités définies collectivement et sous un contrôle strict.

Constitution de groupements coopératifs pour la vente des produits locaux sur les marchés locaux, et les échanges commerciaux entre collectivités des villes et des campagnes.

Recensement et réquisition des logements, mis à la disposition des familles sans abri, selon un ordre de priorité décidé en commun.

Pour les familles pauvres, réduction des loyers pouvant aller jusqu'à la gratuité.

Annulation des dettes contractées par les familles de travailleurs pour leurs dépenses de subsistance.

Assurer du travail à tous.

Recensement, par les comités, des besoins de la population de chaque localité.

Recensement des possibilités de production, aussi bien agricole qu'industrielle.

Mise en route, décidée collectivement, des travaux d'aménagement intéressant la collectivité locale, remise en marche des entreprises existantes et création de nouvelles entreprises (y compris sous la forme de coopératives artisanales).

Mise sous contrôle collectif de **tous** les biens laissés vacants par les Européens.

Saisie et mise sous contrôle collectif des propriétés agricoles algériennes d'une étendue supérieure à celle fixée collectivement par les comités.

Constitution de fermes collectives par les comités locaux qui en déterminent précisément la composition.

Constitution de coopératives pour l'exploitation commune des biens collectivisés.

Assurer l'éducation et la santé de tous.

Démarrage immédiat d'une campagne d'alphabétisation, assurée par tous ceux qui sont en mesure de le faire.

Gratuité des soins, mise sous contrôle médical de tous les médicaments se trouvant en Algérie.

Ces mots d'ordre répondent aux besoins les plus criants de la population. Leur entrée en application doit être immédiate et elle peut trouver son point de départ même dans les activités proposées par l'actuel gouvernement ; s'il s'y oppose, ils n'en doivent pas moins être appliqués coûte que coûte.

C'est dans l'accomplissement d'actions, tendant, par exemple, à la saisie par le peuple de logements vacants, que se constitueront effectivement les authentiques comités populaires.

Certains crieront au danger d' « anarchie locale » ou de « régionalisme » si l'on invite ainsi les travailleurs à régler eux-mêmes leurs propres problèmes. Ces critiques montrent seulement leur peur de la révolution populaire.

Seule, la libre confrontation de toutes les opinions, dans des comités qui rassemblent la totalité des travailleurs pour les discussions de fond, permet de dégager une volonté collective, qui ne doive rien aux contraintes bureaucratiques.

Le même souci de liberté dans l'expression et la discussion, d'unité dans l'action doit régner à tous les échelons.

Aussi le Parti de la Révolution Socialiste luttera-t-il pour la **fédération des multiples comités locaux, depuis ceux du quartier et du village jusqu'au niveau national, en passant par l'échelon régional.**

Les fédérations de comités, représentant authentiquement la volonté de la base, seront en mesure de :

Procéder à l'épuration de l'administration, à la destitution des permanents incapables, d'après des critères d'efficacité et de dévouement à la cause populaire fixés en commun.

Contrôler efficacement les circuits commerciaux entre la ville et la campagne, entre l'Algérie et l'extérieur, en supprimant les possibilités de manœuvre des spéculateurs.

Coordonner globalement les mesures économiques d'urgence, jetant ainsi **les bases d'une planification** qui tienne compte des besoins réels des masses populaires.

Définir exactement les besoins en crédits et en allocations (une banque de crédit à court terme à l'usage des collectivités locales pourrait être créée pour les satisfaire).

Organiser le contrôle et la gestion des stocks d'armes par les comités populaires, premier pas vers la constitution de milices populaires, permettant la **démobilisation des effectifs pléthoriques de l'A.N.P.** et la défense des droits acquis.

L'activité des comités populaires rencontrera l'opposition des forces réactionnaires et, tout particulièrement, des colonialistes français. Les initiatives économiques que prendront les collectivités locales et régionales se heurteront au veto des capitalistes occidentaux. Cette opposition fera comprendre aux masses la nécessité de **confier à l'Etat le monopole de tout le commerce extérieur, et d'un contrôle des charges.**

Ce n'est qu'à partir de l'organisation massive des travailleurs qu'il deviendra possible de parler, sans démagogie, du **dépassement des accords d'Evian**. Résultat d'un compromis nécessaire pour mettre fin à la guerre, ils tendaient à accorder des garanties à la population européenne. Après sa fuite, les accords d'Evian ne sont plus qu'un cadre vide, favorable surtout à la pression néo-colonialiste.

Dans la situation économique précaire de l'Algérie, leur révision ne peut toutefois être envisagée avec quelque chance de succès que si un gouvernement algérien peut, contre les pressions diversifiées de l'impérialisme, bénéficier de l'appui direct des travailleurs.

Au terme de la constitution et de la lutte des comités, se trouve la **constitution d'un authentique gouvernement révolutionnaire de l'Algérie.**

Les comités populaires peuvent hâter sa venue en exigeant **l'élection d'une Assemblée Populaire, dont les candidats seraient désignés par les comités locaux.**

Jusqu'à l'affermissement d'une orientation révolutionnaire, le Parti de la Révolution Socialiste luttera pour faire triompher ces mots d'ordre. Leurs modalités de présentation ou d'application peuvent varier selon les conditions même du mouvement populaire. Ils n'en conservent pas moins leur portée générale.

Le Parti de la Révolution Socialiste entend être le parti qui, en appelant à la réalisation de ces mots d'ordre, suscitera le pouvoir populaire.

Il se donne pour tâche de :

Créer et animer les comités de travailleurs.

Former, autour du programme de la révolution socialiste, des militants à partir des éléments les plus conscients et les plus dynamiques des masses travailleuses.

Coordonner les efforts de la base, en particulier grâce à la diffusion dans tout le pays d'informations concernant les initiatives prises dans les diverses régions.

Le Parti de la Révolution Socialiste n'a rien à craindre mais tout à gagner de la confrontation avec les masses populaires. Il invite tous les militants, qui se réclament du socialisme et de la révolution, à lutter pour le pouvoir révolutionnaire des travailleurs.

Le Militant du Parti de la Révolution Socialiste

Au terme de cette plate-forme, il nous reste à définir, compte tenu de nos analyses économique et politique, de nos objectifs, le rôle du militant du Parti de la Révolution Socialiste et ses caractéristiques particulières.

Il ne fait plus aucun doute qu'une des causes essentielles de la faillite de nos mouvements politiques d'avant le 1^{er} Novembre 1954, comme celle du Front lui-même, trouve son origine dans le manque grave d'une définition du militant, en rapport étroit avec l'idéologie ou tout au moins l'objectif principal du mouvement. Ceci explique le soin que met le P.R.S. dans son recrutement qui exige la sélection de militants répondant aux critères d'une avant-garde révolutionnaire et socialiste.

C'est en partant de la définition de ce socialisme et de ses fondements économique-sociaux que l'on se parvient de la façon la plus sûre et la plus logique, à formuler les qualités des premières recrues dont le rôle capital est la pose des premières pierres d'une société meilleure, fondée sur le travail, l'effort collectif et la justice.

Instruit par les échecs multiples subis par ces prédécesseurs, le Parti de la Révolution Socialiste, en se voulant l'instrument de combat pour l'instauration du socialisme, précise le plus clairement possible les critères sélectifs de ceux dont la charge écrasante est, dans un premier temps, de se grouper sur la base d'une option politique bien déterminée et d'œuvrer en com-

cun dans le cadre d'une organisation, pour la réalisation des objectifs de cette politique. Cela nous amène à énoncer que nul ne peut se prétendre le militant d'un parti, si au préalable il n'est imprégné de sa doctrine, parfaitement éclairé sur son programme et s'il n'agit pas en parfaite communion de pensée et d'action avec ses camarades quel que soit leur niveau de responsabilité.

Les premières conditions pour être un militant sont la conviction de la justesse de sa cause et de sa victoire, la détermination irrévocable de lutter jusqu'à la réalisation de cette victoire, la conscience de son rôle dans la société et la confiance totale dans ses compagnons de lutte auxquels le lient des rapports de fraternité, de solidarité et de franchise à toute épreuve.

Si ce sont là les qualités du militant, son rôle est de mettre en acte la théorie et les mots en recherchant des moyens pour opérer cette concrétisation et la rendre accessible pour les autres membres du parti moins préparés que lui. Dans ce cadre, ses tâches sont diverses et continuellement changeantes. Les principales : Informer, Recruter, Organiser, Eduquer, Former.

Chacune de ces fonctions est complémentaire des autres et l'ensemble vise, en partant d'une idéologie, à façonner l'outil adéquat pour sa réalisation. Qui ne connaît pas son idéologie ne peut pratiquement ni la servir ni la faire vaincre. Nous pourrions nous borner à ces précisions mais dans le but de mieux éclairer la voie, il n'est pas superflu d'insister sur certaines tâches que nous avons jugé utile de détailler ci-après :

— participer à toutes les activités de la population locale, l'entreprise, le quartier, le douar, le village où il mène son action ;

— attentif aux besoins et revendications de ceux qui l'entourent, il est toujours en mesure de fournir des réponses claires et des explications précises ;

— aucune occasion ne doit lui échapper pour propager des idées nouvelles, des notions politiques, des formes de construction et de lutte ;

— élément moteur, agissant au sein des masses dont il partage les soucis et les préoccupations, il est l'agent actif de propagande des mots d'ordre et des formes d'organisation et d'action.

Il ressort clairement que le rôle du militant ne peut se concevoir comme étant une tâche précise, limitée à tel ou tel

domaine d'activité alors qu'en réalité il est la vie même. Beaucoup s'imaginent à tort que cette tâche se borne uniquement à la réunion, après quoi l'on se croit complètement libéré, oubliant ce qu'on a appris jusqu'à la réunion suivante. Cette conception du militantisme à la petite semaine ne peut être celle de l'homme qui s'est assigné comme objectif de mener sa société et son peuple à un stade supérieur d'organisation et de bien-être moral et matériel.

Que signifie être révolutionnaire, si on renonce à faire la révolution, et que signifie socialisme si on oublie que ce dernier ne devient réalité que le jour où nos masses se trouvent engagées dans un combat décisif sous la direction d'une avant-garde mûrie au combat et pleinement consciente de son rôle de moteur et de guide.

Le militant doit aussi connaître parfaitement les rapports qui le lient à son parti dont il est à la fois le représentant et la force.

Ses devoirs envers le Parti sont : l'exécution des directives, la défense de ses idées et de ses hommes, l'obéissance à ses responsables dans le cadre des statuts et du règlement intérieur, l'autocritique.

Ses droits sont : la critique objective et constructive de discussion, la participation à l'élaboration de la politique et de l'orientation du Parti et à l'élection des organismes de direction, lesquels se doivent de lui fournir les éléments nécessaires à sa formation et à l'élévation de sa conscience politique comme à l'élargissement de ses connaissances et de ses moyens d'action.

Pour assurer ces échanges dans l'harmonie, des qualités morales élémentaires sont indispensables car qui dit militant suppose implicitement élément d'élite.

Ces qualités essentielles sont :

— la sincérité dans ses propos et ses actes et la concordance totale entre eux ;

— le respect de la vérité et sa défense à tout prix qui, avec l'honnêteté foncière et la rectitude complètent le portrait du militant en tant que guide et qu'exemple.

Le Parti de la Révolution Socialiste est encore à ses débuts, il demeurera pour longtemps clandestin, ce qui commande le sérieux, la vigilance et la discrétion.

Le Parti de la Révolution Socialiste pose clairement la question à toutes les Algériennes et à tous les Algériens qui, durant des années, n'ont épargné ni leur temps, ni leur ardeur, ni leur santé, pour les inviter à faire leur examen de conscience en toute honnêteté.

Les dangers qui menacent notre avenir sont à ce point graves qu'ils ne permettent plus d'éluder la réponse à la question suivante :

Considèrent-ils que leur devoir à l'égard de leur peuple a pris fin dès le jour de l'Indépendance et qu'il ne reste plus qu'à se caser et à profiter comme les « autres » ou sont-ils maintenant convaincus que la véritable révolution reste à faire et dans ce cas qu'ils prennent nettement position pour engager le Combat.

Il est temps que chacun se prononce sans ambiguïté, il y va de notre avenir à tous.

La révolution se fera tôt ou tard et le peuple algérien vaincra, imposera sa volonté car telle est la marche inéluctable de l'histoire et de l'évolution de l'humanité.

Le doute, l'attribution, le calcul ne sont plus de mise devant les injustices qui s'amoncellent et pèsent lourdement sur les épaules de notre paysannerie misérable, de nos travailleurs désœuvrés, de notre jeunesse sans perspectives et de nos étudiants soumis aux pressions d'un pouvoir qui veut en faire ses commis corrompus.

PAYSANS, OUVRIERS, ETUDIANTS, JEUNES, le Parti de la Révolution Socialiste, en vous soumettant cette plateforme, se considère déchargé d'une lourde responsabilité envers vous tous ; fils de l'Algérie, qui êtes restés, en dépit des ravages de la guerre et de la corruption de la paix, suffisamment nombreux et conscients pour prendre la relève, organisez-vous et entamons le Combat pour la véritable libération populaire et le socialisme, seul moyen de faire de notre patrie meurtrie un pays prospère, et des Algériens un peuple digne et respecté.

Le véritable Combat est là, impérieux, sans appel, du moins pour ceux dont la conscience n'a pas encore subi l'érosion du défaitisme, des faux-fuyants, de la peur et de l'égoïsme.

« MAIS, TOT OU TARD, LORSQUE LES CONDI-
TIONS OBJECTIVES SONT MURES, A CHAQUE
ÉPOQUE DE L'HISTOIRE, LA CONSCIENCE S'AC-
QUIERT, L'ORGANISATION S'IMPLANTE, LA DI-
RECTION SURGIT ET LA RÉVOLUTION SE PRO-
DUIT. »

LE PEUPLE DE CUBA

(Seconde Déclaration de La Havane, 1962.)